



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Réception des soumissions - TPSGC / Bid  
Receiving - PWGSC  
1550, Avenue d'Estimauville  
1550, D'Estimauville Avenue  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
TPSGC/PWGSC  
601-1550, Avenue d'Estimauville  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Plateformes imagerie hyperspectrale	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W7701-166147/A	<b>Date</b> 2016-08-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W7701-166147	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$QCL-028-16848	
<b>File No. - N° de dossier</b> QCL-5-38299 (028)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-09-20</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Heure Avancée de l'Est HAE
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Roy, Josée	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcl028
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418) 649-2932 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418) 648-2209
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> RDDC-R ET D DEFENSE CANADA-VALCARTIER DRDC-DEFENCE R & D CANADA-VALCARTIE 2459 ROUTE DE LA BRAVOURE BATISSE 53 QUEBEC Québec G3J 1X5 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> VOIR DOC	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**TITRE : Travaux scientifiques et d'ingénierie pour le développement de plateformes d'imagerie hyperspectrale**

**TABLE DES MATIÈRES**

**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu
4. Communications

**PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Communications en période de soumission
5. Lois applicables
6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

**PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUSMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions
  - Section I : Soumission technique
  - Section II : Soumission financière
  - Section III : Attestations
  - Section IV : Renseignements supplémentaires

**PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

**PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

**PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences relatives aux marchandises contrôlées

**PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité

- 
4. Durée du contrat
  5. Responsables
  6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
  7. Paiement
  8. Instructions relatives à la facturation
  9. Attestations
  10. Lois applicables
  11. Ordre de priorité des documents
  12. Contrat de défense
  13. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
  14. Assurances
  15. Programme des marchandises contrôlées
  16. Rapports périodiques
  17. Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
  18. Insigne d'identité

#### Liste des annexes

- |          |   |
|----------|---|
| Annexe A | Énoncé des travaux  |
| Annexe B | Base de paiement  |
| Annexe C | Divulgence par l'entrepreneur de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux |
| Annexe D | Listes de vérification des exigences relatives à la sécurité                                  |
| Annexe E | Formulaire MDN 626, Autorisation de tâches  |

#### Liste des pièces jointes

- |                |  |
|----------------|--|
| Pièce jointe 1 | Évaluation du prix   |
| Pièce jointe 2 | Critères techniques obligatoires et cotés                                      |
| Pièce jointe 3 | Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation |
| Pièce jointe 4 | Fiche de présentation de la soumission financière                              |

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des pièces jointes et des annexes et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;   |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et  |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.  |

Les annexes comprennent :

- |          |  |
|----------|--|
| Annexe A | Énoncé des travaux   |
| Annexe B | Base de paiement   |
| Annexe C | Divulgaration par l'entrepreneur de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux |
| Annexe D | Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité                                      |
| Annexe E | Formulaire MDN 626, Autorisation de tâches   |

Les pièces jointes comprennent :

- |                |  |
|----------------|--|
| Pièce jointe 1 | Évaluation du prix   |
| Pièce jointe 2 | Critères techniques obligatoires et cotés                                      |
| Pièce jointe 3 | Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation |
| Pièce jointe 4 | Fiche de présentation de la soumission financière                              |

### 2. Sommaire

#### 2.1 Objectif

Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) Centre de recherches de Valcartier développe et teste actuellement des systèmes de capteurs destinés à la reconnaissance et à la surveillance. Par système de capteurs on entend toutes les composantes de support physique et logicielle des capteurs. Les systèmes de capteurs sont destinés à être opérés sur des plateformes en retrait ou aéroportées. Ils comprennent des capteurs hyperspectraux, multispectraux et panchromatiques opérant dans toute la gamme spectrale optique s'étendant entre 0.35 et 13 microns.

Ils couvrent donc les gammes spectrales Visible-Near InfraRed (VNIR), Short Wave InfraRed (SWIR), Medium Wave InfraRed (MWIR) et LongWave InfraRed (LWIR). Les systèmes de capteurs fourniront des informations de télédétection aux forces canadiennes. Ils comprennent en outre les dispositifs de mesure, et de traitement des données.

Deux types de plateformes sont susceptibles d'être développées pour répondre aux besoins de télédétection, soit des plateformes aéroportées ou des plateformes de télédétection en retrait. Par plateformes, on entend les appareils de support physiques des systèmes de capteurs, par exemple : des tourelles, trépieds, avions ou hélicoptères. Les capteurs peuvent être commerciaux ou développés spécifiquement pour les besoins de RDDC Centre de recherches de Valcartier. Les travaux requis pour ce projet comprennent des services scientifiques, techniques ou d'ingénierie.

Les travaux d'ingénierie susceptibles d'être requis sont l'intégration des composantes physiques et logicielles des systèmes de capteurs et leurs incorporation dans les plateformes auxquelles elles sont destinées. Les composantes matérielles susceptibles d'être intégrées sont les suivantes : capteurs optiques et hyperspectraux; capteurs environnementaux tels que des systèmes de mesures de la température, de l'humidité, de la pression; des systèmes de pointages; des dispositifs de communications entre les composantes et avec l'extérieur. Des travaux d'ingénierie seront aussi requis pour faire l'intégration de composantes et pour tester les algorithmes de traitement, de livraisons et d'affichage des données. Des travaux de développement matériel et logiciel sont aussi susceptibles d'être requis, mais n'incluent pas la conception des plateformes de support pour des capteurs hyperspectraux, multispectraux ou panchromatiques de même que les capteurs à proprement parler.

Les travaux scientifiques susceptibles d'être requis sont associés au support au développement des systèmes de capteurs et comprennent: le développement d'expérience; l'expérimentation; l'analyse de données expérimentales; les études phénoménologiques portant sur la propagation de la lumière dans l'atmosphère, le comportement des cibles et des arrière-plans; le développement l'implantation et le test d'algorithmes reliés au traitement des données hyperspectrales, multispectrales et panchromatiques. L'entrepreneur pourrait aussi devoir fournir des avis reliés au fonctionnement des capteurs et à leur utilisation.

## 2.2 Informations additionnelles

- i. L'organisation pour laquelle ces services sont rendus est Recherche et Développement pour la Défense Canada – Centre de recherches de Valcartier.
- ii. La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'à cinq années après l'octroi, inclusivement.
- iii. Suite à cette demande de proposition, le Canada prévoit attribuer deux (2) contrats :

La soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat /001.

La soumission recevable ayant la deuxième note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour attribution du contrat /002.

Si seulement une soumission recevable est reçue, un seul contrat sera octroyé.

- iv. Le montant estimatif total de financement disponible est de 4 000,000. 00\$, taxes applicables non-incluses.
  - Partie ferme : 80 000.00\$, taxes applicables non-incluses; et

- Partie des travaux réalisés au moyen d'Autorisation de tâche : 3 920 000.00\$, taxes applicables non-incluses.

Si deux soumissions recevables sont reçues, la répartition sera la suivante :

- Contrat /001 : 80 000.00\$ pour la partie ferme des travaux + un maximum de 2 352 000.00\$ pour la partie réalisée au moyen d'Autorisation de tâche.
- Contrat /002 : un maximum de \$1 568 000.00\$ pour la partie réalisée au moyen d'Autorisation de tâche.

Ou

- Si seulement une soumission recevable est reçue, alors un seul contrat sera octroyé à 100% du montant estimatif de financement disponible.

v. Le Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada.

vi. Lieu des travaux : Les travaux qui seront à faire dans le cadre du contrat seront classés comme suit :

C1 : Travaux utilisant des documents, données ou équipements classifiés, protégés ou classés comme marchandises contrôlées, qui doivent être effectués dans des locaux protégés. Ces travaux doivent être réalisés dans les locaux de RDDC, Centre de recherches de Valcartier, de RDDC ou au Centre de recherches d'Ottawa ou dans les locaux de l'entrepreneur, si ceux-ci possèdent les installations appropriées.

Approximativement 15% des travaux devraient être classés C1.

C2 : Travaux devant impérativement être réalisés à RDDC, Centre de recherches de Valcartier, parce qu'ils nécessitent du matériel qui ne peut être déplacés à l'extérieur de RDDC, Centre de recherches de Valcartier. Cela inclus aussi les travaux réalisés dans le cadre d'essais.

Approximativement 25% des travaux devraient être classés C2.

C3 : Travaux réalisables à l'extérieur des locaux de RDDC, Centre de recherches de Valcartier; les travaux peuvent être réalisés à RDDC, Centre de recherches de Valcartier ou à RDDC, Centre de recherches d'Ottawa ou dans les installations de l'entrepreneur et ce, selon le choix de l'entrepreneur. Il n'y a aucune nécessité que l'entrepreneur possède des installations permettant de traiter des informations, des documents ou des équipements classifiés, protégés ou classés comme marchandises contrôlées.

Approximativement 60% des travaux devraient être classés C3.

Pour obtenir plus d'informations au sujet du lieu des travaux, consultez la section 9. *Emplacement du travail* de l'Annexe A – Énoncé des travaux.

vii. Une partie ou l'ensemble des travaux sera/seront réalisé(s) selon la demande, au moyen d'autorisations de tâches (AT).

Le contrat avec autorisations de tâches (AT) est une méthode d'approvisionnement de services selon laquelle l'ensemble ou une portion des travaux sont réalisés selon la demande. Dans le cadre de contrats avec AT, le travail à réaliser peut être défini, mais la nature et les échéances précises des services, des activités et des produits livrables requis ne sont connus qu'au moment où le service est demandé pendant la durée du contrat. L'AT est un outil administratif structuré grâce auquel le Canada autorise un entrepreneur à effectuer les travaux « selon la demande », conformément aux modalités du contrat. Les AT ne sont pas des contrats individuels.

- viii. Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.
- ix. Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.
- x. Pour les besoins de services, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions, afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires.
- xi. Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI)
- xii. Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens.
- xiii. Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées.
- xiv. Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent et la pièce jointe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.
- xv. Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir un questionnaire sur la participation, le contrôle et l'influence étrangers (PCIE) ainsi que les documents connexes indiqués dans les lignes directrices sur la PCIE destinées aux organisations afin d'indiquer si une tierce partie (personne, entreprise ou gouvernement) peut accéder, sans en avoir l'autorisation, à des biens ou à des renseignements CLASSIFÉS DE L'ÉTRANGERS.

### 3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les **15 jours ouvrables**, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### 4. Communications

À titre de courtoisie, et afin de coordonner les annonces publiques liées au présent contrat, le gouvernement du Canada demande aux soumissionnaires retenus d'aviser l'autorité contractante cinq jours à l'avance de leur intention de rendre public une annonce relative à la recommandation de l'attribution d'un contrat, ou toute

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-166147/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-166147

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-5-38299

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl028

---

autre information relative au contrat. Le gouvernement du Canada conserve le droit de faire les annonces initiales concernant les contrats.



---

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

**Supprimer :** 60 jours

**Insérer :** 180 jours

Le paragraphe 11 du document, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

**Insérer :** h) de négocier avec les soumissionnaires afin d'obtenir le contrat le plus économique dans le respect des termes et conditions de la DDP, ou de ne pas attribuer de contrat à l'un ou l'autre des soumissionnaires.

Le paragraphe 14 du document, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

**Supprimer :** Lorsque la soumission d'un soumissionnaire est la seule soumission déclarée recevable, le soumissionnaire doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix : ...

**Insérer :** Lorsque la soumission d'un soumissionnaire s'est classé au premier ou au deuxième rang selon la méthode de sélection, le soumissionnaire doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix : ...

#### 1.1 Clauses du guide des CCUA

A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

### 2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), à l'adresse ci-dessous, au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.

#### Réception des soumissions - TPSGC

**1550, Avenue d'Estimauville  
Québec, Québec  
G1J 0C7**

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courriel à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### **3. Ancien fonctionnaire – concurrentiels – soumission**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### **Définition**

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

#### **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### **4. Communications en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante, de préférence par courriel à l'adresse [Josee.Roy@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Josee.Roy@tpsgc-pwgsc.gc.ca), **au moins 8 jours civils avant la date de clôture**. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire,

---

afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **5. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle**

Le Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada.

Le Conseil du Trésor a accordé à Recherche et développement pour la défense Canada une exemption de la politique du Conseil du Trésor sur le "*Titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État*".

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes (reliées séparément), comme suit :

Section I : Soumission technique (5 copies papier)  
Section II : Soumission financière (2 copies papier)  
Section III : Attestations (1 copie papier)  
Section IV : Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); et
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **1.1 Soumissions multiples**

Les soumissions multiples émanant d'un même soumissionnaire (ou une soumission émanant d'un soumissionnaire et une autre d'un de ses affiliés) ne sont pas permises pour répondre à cette demande de soumissions. Chaque soumissionnaire doit présenter une seule soumission. Aux fins de cette demande de soumissions, les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise. Si un soumissionnaire présente plus d'une soumission (ou si un affilié présente également une soumission), seul ou comme membre d'une coentreprise, le Canada choisira, à sa discrétion, la soumission qu'il prendra en considération.»

#### **1.2 Section I : Soumission technique**

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera

évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

- (b) La soumission technique comprend ce qui suit :
- (i) Toute l'information requise pour démontrer la conformité aux critères techniques obligatoires et cotés décrits dans la **Pièce jointe 2**.
  - (ii) Chaque critère devrait être traité séparément.
  - (iii) Pour permettre à l'équipe d'évaluation d'évaluer convenablement chaque critère d'évaluation technique (critères obligatoires et critères cotés), le soumissionnaire doit inscrire clairement les noms des ressources proposées. Chaque ressource doit être proposée dans au moins une des catégories mentionnées à la Pièce jointe 2.
  - (iv) La soumission technique devrait démontrer comment chaque ressource proposée satisfait aux exigences inscrites dans la Pièce jointe 2 - Critères techniques obligatoires et cotés.
- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant.
- (B) Pour les exigences en matière d'études, le Canada ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions.
- (C) Pour ce qui est des exigences pour lesquelles on demande une période précise d'expérience de travail (deux mois, par exemple), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le soumissionnaire ne donne pas les dates précises de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin).
- (D) De l'expérience concomitante ne sera prise en compte qu'une fois. Par exemple, si la ressource a travaillé sur un projet de juin 2013 à mai 2014 et qu'elle a travaillé sur un autre projet de mai 2014 à juin 2015, nous considérerons le mois de mai 2014 une seule fois.
- (E) Pour que Canada tienne compte d'une expérience de travail, le soumissionnaire ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la ressource, mais il doit également démontrer que cette ressource a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste.

### 1.3 Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière comme suit :

- a. **Établissement des prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la **Fiche de présentation de la soumission financière à la pièce jointe 4**. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un seul prix ferme tout compris, en devises canadiennes, dans chacune des cases à remplir du tableau de la Fiche de présentation de la soumission financière.

- (i) Pour chaque période du contrat, un tarif horaire doit être proposé par sous-catégorie de ressource ou un tarif horaire doit être proposé par ressource.

Les catégories principales sont :

- Catégorie spécialiste
- Catégorie ingénierie
- Catégorie de ressources techniques
- Catégorie de gestion de projets

Si un tarif différent est proposé pour les ressources d'une même catégorie principale, l'écart entre le tarif horaire le plus bas et le tarif horaire le plus élevé pour cette même catégorie principale pour une même période doit être égal ou inférieur à 30%. **Si l'écart est de plus de 30%, la soumission sera jugée non recevable.**

**Exemple pour calculer l'écart entre les taux de la catégorie spécialiste (catégorie principale) :**

Tarif de de Monsieur X proposé comme Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre : 65\$/hr (tarif le plus bas pour cette catégorie)

Tarif de Monsieur Y proposé comme Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales : 70\$/hr (tarif le plus élevé pour cette catégorie)

$$(70\$ - 65\$) / 65\$ = \text{Écart de 7.69\%}$$

- (ii) Chaque ressource proposée dans une catégorie doit être inscrite dans la ou les sous-catégories pour laquelle/lesquelles elle est proposée dans la section 1, Main-d'œuvre de la Fiche de présentation de la soumission financière.
- b. **Variation des taux pour les services professionnels** : le tarif horaire présenté dans la soumission pour une sous-catégorie de ressource ou le tarif horaire présenté pour une ressource ne doit pas augmenter de plus de 3% d'une période à une autre. Si l'augmentation est de plus de 3%, la soumission sera jugée **non recevable**.

### 1.3.1 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

## 1.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5 et doivent fournir l'attestation de la Pièce jointe 3 - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi.

## 1.5 Section IV : Renseignements supplémentaires

### 1.5.1 Renseignements supplémentaires devant être fournis préalablement à l'octroi du contrat

- i. Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.

- ii. Pour les besoins de services, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions, afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires.
- iii. Renseignements concernant la sécurité, s'il y a lieu :
  - a. Nom de la ressource proposée apparaissant sur le formulaire d'application de la cote de sécurité
  - b. Numéro de certificat de cote de sécurité
- iv. Lieu des travaux:

Pour obtenir plus d'informations au sujet du lieu des travaux, consultez la section 9. *Emplacement du travail* de l'Annexe A – Énoncé des travaux

Lorsque les travaux ne devront pas impérativement être réalisés à RDDC, centre de recherches de Valcartier et que le fournisseur devra réaliser des travaux utilisant ou produisant des documents et/ou des biens et/ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS et/ou des marchandises contrôlées, où seront réalisés les travaux? (Ces travaux sont ceux classés comme C1)

- a. RDDC, centre de recherches de Valcartier ( )

*Si un contrat subséquent est émis, la clause de la LVERS 1 ainsi que la LVERS 1 y seront incluses*

**ou**

- b. RDDC, centre de recherches d'Ottawa ( )

*Si un contrat subséquent est émis, la clause de la LVERS 1 ainsi que la LVERS 1 y seront incluses*

**ou**

- c. Dans les installations du fournisseur ( )

*Si un contrat subséquent est émis, la clause de la LVERS 2 ainsi que la LVERS 2 y seront incluses*

**Note : Le fournisseur devrait cocher une seule case (soit a ou b ou c).**

Lorsque les travaux ne devront pas impérativement être réalisés à RDDC, centre de recherches de Valcartier et que les travaux ne nécessiteront pas que le fournisseur possède des installations permettant de traiter des informations, des documents ou des équipements classifiés, protégés ou classés marchandises contrôlées, où seront réalisés les travaux? (Ces travaux sont ceux classés comme C3)

- d. RDDC, centre de recherches de Valcartier ( )



**ou**

- e. RDDC, centre de recherches d'Ottawa ( )

**ou**

- f. Dans les installations du fournisseur ( )

**Note :**

**Si le fournisseur a coché « a », il devrait cocher « d » ou « f ».**

**Si le fournisseur a coché « b », il devrait cocher « e » ou « f ».**

**Si le fournisseur a coché « c », il devrait cocher « f ».**

**La combinaison « a » et « e » ou « b » et « d » n'est pas possible.**

- v. Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent et la Pièce Jointe 3 intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.
- vi. Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

**Représentant administratif :**

Nom :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

**Représentant technique :**

Nom :

Téléphone :

Télécopieur:

Courriel :

---

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Expérience de soumissionnaire

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle du soumissionnaire lui-même (ce qui comprend l'expérience de toutes les entreprises qui ont constitué le soumissionnaire par fusion mais ne comprend pas l'expérience acquise par l'achat de biens ou par la cession d'un contrat). L'expérience des entreprises affiliées (c.-à-d. société mère, filiales ou sociétés sœurs), des sous-traitants ou des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en considération.

##### 1.1.2 Renseignements à l'appui

Dans le cas où le soumissionnaire n'a pas fourni tous les renseignements à l'appui en vertu des sections 1.1.3 et 1.1.4 ci-dessous, l'autorité contractante pourra, sans toutefois y être obligé, en faire la demande par écrit au soumissionnaire, y compris après la date de clôture des soumissions. Il est obligatoire que le soumissionnaire fournisse les renseignements à l'appui dans les trois jours de la demande écrite ou dans le délai plus long précisé ou convenu par l'autorité contractante dans l'avis au soumissionnaire.

##### 1.1.3 Critères techniques obligatoires

- (a) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (b) Les critères techniques obligatoires sont fournis à la pièce jointe 2, Critères techniques obligatoires et cotés.

##### 1.1.4 Critères techniques cotés

- (a) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (b) Les critères techniques cotés sont fournis à la pièce jointe 2, Critères techniques obligatoires et cotés.

## 1.2 Évaluation financière

### 1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent soumettre leur proposition financière en conformité avec **1.3 « Section II : Soumission financière »** de la Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions.

### 1.2.2 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

L'évaluation financière sera conduite en calculant le « Prix total de la soumission » à partir de la Fiche de présentation de la soumission financière à la pièce jointe 4, complétée par les soumissionnaires.

Le processus d'évaluation du prix est indiqué à la pièce jointe 1, Évaluation du Prix.

## 2. Méthode de sélection

### Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
  - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c. obtenir le nombre minimal de points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 236 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) et b) et c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit: le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie.

La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat /001.

La soumission recevable ayant la deuxième note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour attribution du contrat /002.

Si seulement une soumission recevable est reçue, alors un seul contrat sera octroyé à 100% du montant estimatif de financement disponible.

8. Le contrat /002 pourrait être octroyé avant le contrat /001.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 236, et le prix évalué le plus bas est de 3 734 074.93\$.

**Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)**

		Soumissionnaire A	Soumissionnaire B	Soumissionnaire C
<b>Note technique globale</b>		215 points	200 points	205 points
<b>Prix évalué de la soumission</b>		4 104 775,48 \$	3 734 074,93 \$	4 161 149,59 \$
<b>Calculs</b>	<b>Note pour le mérite technique</b>	$215 / 236 \times 70 = 63.77$	$200 / 236 \times 70 = 59.32$	$205 / 236 \times 70 = 60.81$
	<b>Note pour le prix</b>	$3\,734\,074.93 / 4\,104\,775.48 \$ \times 30 = 27.29$	$3\,734\,074.93 \$ / 3\,734\,074.93 \$ \times 30 = 30$	$3\,734\,074.93 / 4\,161\,149.59 \$ \times 30 = 26.92$
<b>Note combinée</b>		91.06	89.32	87.73
<b>Évaluation globale</b>		1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### 1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

#### 1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées [2003](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### 1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 3 [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

### 2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

## **2.1 Attestation du contenu canadien**

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

( ) le(s) service(s) offert est(sont) un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

### **2.1.1 Clause du guide des CCUA A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien**

## **2.2 Statut et disponibilité du personnel**

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, en présentant une soumission le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

## **2.3 Études et expérience**

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

## **2.4 Compétences linguistiques**

Le soumissionnaire atteste qu'il possède les compétences linguistiques requises pour exécuter les travaux conformément à l'Énoncé des travaux.

## **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;

Avant l'attribution d'un contrat, le ou les soumissionnaire(s) doit/doivent rencontrer les exigences minimales de sécurité suivantes :

Pour le soumissionnaire s'étant classé au premier rang selon la méthode de sélection :

- i. Les individus proposés pour réaliser la tâche ferme doivent détenir leur cote de sécurité « Secrète ».

Et

- ii. Au moins un individu proposé dans chacune des catégories suivantes doit détenir sa cote de sécurité « Secrète » :
  - A. Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre
  - B. Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales
  - C. Spécialiste en traitement d'image
  - D. Spécialiste en traitement de signal
  - E. Spécialiste en détection de cibles et de gaz en imagerie hyperspectrale
  - F. Spécialiste en optique
  - G. Spécialiste en opto-Électronique
  - H. Spécialiste en radiométrie
  - I. Spécialiste en spectrométrie
  - J. Ingénieur en programmation en langage C++ ou C#
  - K. Ingénieur en développement d'interface usagé sous Windows
  - L. Ingénieur en électronique analogique
  - M. Ingénieur en électronique numérique
  - N. Ingénieur en développement d'algorithmes en traitement d'image et en traitement de signal

- 
- O. Ingénieur en implantation d'algorithmes de traitement de signal et de traitement d'images
  - P. Ingénieur en conception optique
  - Q. Ingénieur en conception et organisation d'expérimentation en télédétection
  - R. Technicien en électronique ou optique ou physique
  - S. Technicien en mécanique ou conception mécanique ou fabrication mécanique
  - T. Gestionnaire de projets

Pour le soumissionnaire s'étant classé au deuxième rang selon la méthode de sélection, s'il y a lieu :

- i. Au moins un individu proposé dans chacune des catégories suivantes doit détenir sa cote de sécurité « Secrète » :

- A. Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre
- B. Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales
- C. Spécialiste en traitement d'image
- D. Spécialiste en traitement de signal
- E. Spécialiste en détection de cibles et de gaz en imagerie hyperspectrale
- F. Spécialiste en optique
- G. Spécialiste en opto-Électronique
- H. Spécialiste en radiométrie
- I. Spécialiste en spectrométrie
- J. Ingénieur en programmation en langage C++ ou C#
- K. Ingénieur en développement d'interface usagé sous Windows
- L. Ingénieur en électronique analogique
- M. Ingénieur en électronique numérique
- N. Ingénieur en développement d'algorithmes en traitement d'image et en traitement de signal
- O. Ingénieur en implantation d'algorithmes de traitement de signal et de traitement d'images
- P. Ingénieur en conception optique
- Q. Ingénieur en conception et organisation d'expérimentation en télédétection
- R. Technicien en électronique ou optique ou physique
- S. Technicien en mécanique ou conception mécanique ou fabrication mécanique
- T. Gestionnaire de projets

- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;



- 
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
  3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

## **2. Capacité financière**

Clause du guide des CCUA A9033T (2012-07-16), Capacité financière

## **3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées**

Clause du guide des CCUA A9130T (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées

---

## PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### TITLE : Travaux scientifiques et d'ingénierie pour le développement de plateformes d'imagerie hyperspectrale

#### 1. Énoncé des travaux

##### Pour la partie ferme :

Note aux soumissionnaires : Le texte suivant sera uniquement inclus au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001)

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A» et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_, en date du \_\_\_\_. **(à compléter par le Canada à l'octroi du contrat)**

##### Pour la partie à autorisation de tâches :

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_, en date du \_\_\_\_, au fur et à mesure que le demandera le Canada pendant la période du contrat. **(à compléter par le Canada à l'octroi du contrat)**

Deux contrats ont été attribués suite à la demande de soumission de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) portant le numéro W7701-166147/A. Voici l'ordre de classement des entrepreneurs :

Premier rang : **(à compléter par le Canada à l'octroi du contrat)**

Deuxième rang : **(à compléter par le Canada à l'octroi du contrat)**

L'obligation relative à tous travaux entrera en vigueur seulement lorsqu'une autorisation de tâche (AT) a été approuvée et délivrée conformément à la clause intitulée "Processus d'autorisation des tâches".

#### 1.1 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat **(à compléter par le Canada à l'octroi du contrat)** seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### 1.1.1 Processus d'autorisation des tâches

###### 1.1.1.1 Description des tâches de l'Autorisation de tâche (AT)

Le Canada fournira à l'entrepreneur une description des tâches.

La description des tâches de l'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits

livrables. Elle comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.

Plus précisément, la description des tâches de l'AT contiendra les renseignements suivants:

- (a) un numéro de tâche;
- (b) un énoncé des travaux (EDT) détaillé pour la tâche, donnant les activités à exécuter et décrivant les produits livrables (comme les rapports) à remettre;
- (c) les dates de début et de fin à respecter (le cas échéant);
- (d) un calendrier des dates butoirs pour les activités de travail majeures, les produits livrables et les paiements;
- (e) les activités devant éventuellement avoir lieu sur place pour l'exécution des travaux dans un endroit donné;
- (f) le niveau de l'attestation de sécurité nécessaire des employés de l'entrepreneur;

Le cas échéant, la description des tâches de l'AT doit également comprendre :

- (a) une description des exigences relatives aux déplacements, y compris le contenu et la présentation des rapports de déplacement nécessaires;
- (b) le profil linguistique nécessaire des employés de l'entrepreneur;
- (c) les catégories de ressources principales;
- (d) toute autre contrainte pouvant influencer sur l'exécution de la tâche.

#### 1.1.1.2 Proposition de l'entrepreneur sur l'AT

Dans les **dix jours ouvrables** suivant la réception de la description des tâches de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au Canada le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à l'Annexe B - Base de paiement, du contrat subséquent. L'entrepreneur doit proposer un prix, en identifiant les ressources qu'il propose et en fournissant des renseignements détaillés sur les coûts et le temps nécessaire pour exécuter la tâche.

La proposition sera valable pendant **au moins 20 jours ouvrables** à compter de la date de réception de l'offre. L'entrepreneur ne sera pas payé pour préparer ou déposer l'offre de prix ni pour fournir d'autres renseignements exigés afin d'établir et d'émettre l'AT. L'entrepreneur doit fournir toute information demandée et liée à la préparation d'une AT, dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la demande par le Canada.

Lorsqu'exigé par le Canada, l'entrepreneur devra également fournir une proposition technique qui devra comprendre, le cas échéant, les éléments suivants:

- (a) une description de la compréhension des objectifs et de la portée des travaux;
- (b) une description de l'approche et de la méthodologie qui sera mise de l'avant pour exécuter les travaux;
- (c) une description des livrables anticipés;
- (d) une estimation du degré de succès anticipé;
- (e) les dérogations proposées par rapport aux exigences;

- 
- (f) l'identification des principaux risques et un plan de mitigation pour ces derniers;
  - (g) un calendrier des travaux complet ainsi qu'une priorisation des activités à exécuter.

#### **1.1.1.3 Autorisation de l'autorisation de tâches :**

L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le Canada. L'entrepreneur reconnaît que, avant la réception d'une AT, le travail effectué sera à ses propres risques.

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le Canada par l'entremise du « formulaire d'autorisation des tâches DND 626 » de l'Annexe E.

#### **1.1.2 Limite d'autorisation de tâches**

Le Responsable des achats du MDN peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de **\$125,000.00**, taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une AT qui dépasserait ces limites doit être autorisée par l'autorité contractante avant d'être émise.

#### **1.1.3 Garantie des travaux minimums - Tous les travaux - d'autorisations de tâches**

**Note aux soumissionnaires : La clause suivante sera uniquement incluse au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001)**

1. Dans cette clause,
  - « valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses », énoncée dans le contrat, incluant la partie ferme des travaux;
  - « valeur minimale du contrat » signifie 10%
2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

---

**Note aux soumissionnaires : La clause suivante sera uniquement incluse au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la deuxième meilleure note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /002)**

1. Dans cette clause,  
« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;  
« valeur minimale du contrat » signifie 10%
2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause

#### **1.1.4 Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale**

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par le **service des approvisionnements et des paiements de Recherche et Développement pour la Défense Canada, Centre de recherches de Valcartier**, représenté par le responsable des achats du MDN. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

#### **1.1.5 Méthodologie pour l'émission des Autorisations de tâches**

Le responsable technique peut choisir d'émettre les autorisations de tâches à l'entrepreneur de son choix (/001 ou /002). Cependant, la valeur maximale du contrat doit être respectée.

Le Canada a l'intention de respecter l'équilibre ci-dessous lorsque des AT seront émises :

60% pour le contrat /001; et  
40% pour le contrat /002.

**Ceci n'est toutefois pas une garantie contractuelle.**

### **1.2 Attestation de divulgation**

---

A la fin des travaux, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique et à l'autorité contractante une copie de l'attestation de divulgation jointe à l'annexe C prévoyant que toutes les divulgations applicables ont été soumises.

## 2. **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

### 2.1 **Conditions générales**

2040 (2016-04-04), Conditions générales - recherche et développement, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 2.2 **Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels

### 2.3 **Clauses du guide des CCUA**

K3410C (2015-02-25), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements

K3305C (2008-05-12), Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

## 3. **Exigences relatives à la sécurité**

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

### **EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN lorsque la LVERS 1 s'applique.**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, **une cote de sécurité d'installation valable au niveau NATO SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Ce contrat comprend un accès à des **marchandises contrôlées**. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS CANADA**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ ou SECRET**, comme requis, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

4. Les membres du personnel de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS OTAN**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être résidents permanents du Canada ou citoyens d'un pays membre de l'OTAN** et doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **NATO SECRET**, comme requis, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
5. Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements **OTAN NON-CLASSIFIÉS** n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué.
6. L'entrepreneur ou l'offrant **NE DOIT PAS** emporter de renseignements **PROTÉGÉS / CLASSIFIÉS** hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte
7. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE** doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
8. Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir un questionnaire sur **la participation, le contrôle et l'influence étrangers (PCIE)** ainsi que les documents connexes indiqués dans les lignes directrices sur la PCIE destinées aux organisations. L'entrepreneur doit soumettre ces documents dûment remplis afin d'indiquer si une tierce partie (personne, entreprise ou gouvernement) peut accéder, sans en avoir l'autorisation, **à des biens ou à des renseignements CLASSIFIÉS DE L'OTAN**. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) déterminera si le statut « Sans PCIE » ou « Avec PCIE » doit être attribué à l'entreprise de l'entrepreneur. Si le statut « Avec PCIE » est attribué à l'entreprise, TPSGC déterminera si des mesures d'atténuation existent ou doivent être prises par l'entreprise afin qu'elle puisse obtenir le statut « Sans PCIE par atténuation ».
9. En permanence pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur devrait détenir une lettre de TPSGC indiquant les résultats de l'évaluation de la PCIE ainsi que le statut attribué à son entreprise, c'est-à-dire « Sans PCIE » ou « Sans PCIE par atténuation ».
10. Tout changement au questionnaire et aux facteurs connexes d'évaluation de la PCIE doit être immédiatement signalé au Secteur de la sécurité industrielle aux fins de détermination de l'incidence du changement sur le statut lié à la PCIE.
11. L'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe D;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

#### **EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN lorsque la LVERS 2 s'applique.**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **NATO SECRET et SECRET**, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau **NATO SECRET et SECRET**, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2. Ce contrat comprend un accès à des marchandises contrôlées. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Services publics et Approvisionnement Canada.
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent **TOUS** détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
4. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
5. Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements **OTAN NON-CLASSIFIÉS** n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements **OTAN NON-CLASSIFIÉS** et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué.
6. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS OTAN**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être résidents permanents du Canada ou citoyens d'un pays membre de l'OTAN** et doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **NATO SECRET**, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
7. L'entrepreneur **NE DOIT PAS** utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et(ou) de production au niveau **CLASSIFIÉS** tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau **NATO SECRET**.
8. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE** doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
9. Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir un questionnaire sur la participation, le **contrôle et l'influence étrangers (PCIE)** ainsi que les documents connexes indiqués dans les lignes directrices sur la PCIE destinées aux organisations. L'entrepreneur doit soumettre ces documents dûment remplis afin d'indiquer si une tierce partie (personne, entreprise ou gouvernement) peut accéder, sans en avoir l'autorisation, à des biens ou à des renseignements **CLASSIFIÉS DE L'OTAN. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)** déterminera si le statut « Sans PCIE » ou « Avec PCIE » doit être attribué à l'entreprise de l'entrepreneur. Si le statut « Avec PCIE » est attribué à l'entreprise, TPSGC déterminera si des mesures d'atténuation existent ou doivent être prises par l'entreprise afin qu'elle puisse obtenir le statut « Sans PCIE par atténuation ».
10. En permanence pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur devrait détenir une lettre de TPSGC indiquant les résultats de l'évaluation de la PCIE ainsi que le statut attribué à son entreprise, c'est-à-dire « Sans PCIE » ou « Sans PCIE par atténuation ».
11. Tout changement au questionnaire et aux facteurs connexes d'évaluation de la PCIE doit être immédiatement signalé au Secteur de la sécurité industrielle aux fins de détermination de l'incidence du changement sur le statut lié à la PCIE.



---

12. En outre, l'entrepreneur/offrant doit respecter les dispositions de :

- a. la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité qui se trouve à l'annexe D;
- b. la plus récente version du Manuel de la sécurité industrielle.

### 3.2 Demande de permis de visite des employés

Immédiatement après l'octroi du contrat, le fournisseur aura l'obligation d'obtenir, dans les plus brefs délais, des permis de visite auprès de la SSI, pour chacun des employés inscrits au contrat.

Le fournisseur doit effectuer une Demande de Permis de Visite auprès de la SSI. Pour obtenir une copie du formulaire, le fournisseur peut consulter la section « Visites » en accédant au site suivant : <http://iss-ssi.pwgs-c-tpsgc.gc.ca/formulaires-forms/index-fra.html>

Un minimum de 25 jours ouvrables est exigé pour obtenir les permis de visite de la SSI.

Sans la délivrance du permis de visite, les employés du fournisseur n'auront pas accès aux installations du RDDC, Centre de recherches de Valcartier, le rendant imputable des délais occasionnés sur les livrables.

Les fournisseurs peuvent consulter le site de la SSI sur les permis de visites à : <http://iss-ssi.pwgs-c-tpsgc.gc.ca/msi-ism/index-fra.html> , chapitre 6.

## 4. Durée du contrat

### 4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'à cinq années après l'octroi, inclusivement.

## 5. Responsables

### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Josée Roy  
Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada  
601-1550, avenue D'Estimauville  
Québec, QC.  
G1J 0C7

Téléphone: 418-649-2932  
Télécopieur: 418-649-2209  
Courriel : Josee.Roy@tpsgc.pwgs-c-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

---

## 5.2 Responsable technique (à être complété à l'octroi du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est:

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur (à être complété à l'octroi du contrat)

### Représentant administratif :

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

### Représentant technique :

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## 5.4 Responsable des achats du MDN (à être complété à l'octroi du contrat)

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable des achats du MDN représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats du MDN; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

## 6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7. Paiement

### **7.1.1 Pour la partie ferme des travaux :**

**Note aux soumissionnaires :** Le texte suivant sera uniquement inclus au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001)

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de **80 000.00\$**. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables en sus, s'il y a lieu.

### **7.1.2 Pour la partie des travaux réalisés sur demande au moyen d'une Autorisation de tâches :**

L'un des types de base de paiement suivants fera partie de l'autorisation de tâche (AT) approuvée. Le prix de la tâche devra être établi conformément à la base de paiement à l'Annexe B.

#### **(i) Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix ferme :**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé un prix de lot ferme conformément à la Base de paiement à l'annexe B, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### **(ii) Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix plafond :**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, plus un profit, établis conformément à la base de paiement de l'annexe B, jusqu'au prix plafond précisé dans l'AT. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le prix plafond est assujéti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés raisonnablement dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

*Définition : Le prix plafond correspond au montant maximum d'argent qui peut être versé à l'entrepreneur. L'établissement d'un prix plafond signifie que, l'entrepreneur doit remplir*

---

*l'ensemble de ses obligations en vertu du contrat relativement aux travaux auxquels cette base de paiement s'applique, sans versement supplémentaire et ce, même si les coûts réels engagés dépassent le prix plafond.*

**(iii) Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec une limitation des dépenses :**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, comme ils ont été déterminés conformément à la base de paiement qui figure dans l'annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**(iv) Frais de déplacement et de subsistance :**

Les frais de déplacements et de subsistance seront payés conformément aux modalités inscrites à l'article Frais de déplacements et de subsistance de l'Annexe B.

**7.2 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\_ \$ **(à être complété à l'octroi du contrat)**. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La

---

présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### 7.3 Modalités de paiement

7.3.1 Les paiements seront versés à raison d'une fois par mois au plus.

7.3.2 **Pour la partie ferme des travaux :** (Note aux soumissionnaires : Le texte suivant sera uniquement inclus au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001))

#### Paielements progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
  - (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
  - (b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
  - (c) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
  - (d) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

#### **7.3.3 Pour la partie des travaux réalisés sur demande au moyen d'une Autorisation de tâches :**

Selon les modalités de paiement précisées dans l'autorisation de tâche (AT), une des clauses suivantes s'appliquera.

**7.3.1.1 Paiement unique** (Pour une AT assujettie à un prix ferme, une limitation de dépenses ou à un prix plafond)

---

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux spécifiés à l'AT seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### **7.3.1.2 Paiements d'étape** (Pour une AT assujettie à un prix ferme)

Pour toute AT qui comporte des paiements à verser selon un calendrier d'étapes au fur et à mesure que les tâches sont terminées et acceptées, le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans l'AT et les dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.
- (c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.

#### **7.3.1.3 Paiements progressifs** (Pour une AT assujettie à une limitation de dépenses, à un prix plafond)

- (a) Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
  - (i) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
  - (ii) le montant réclamé est conforme à la base de paiement et à l'autorisation de tâche;
  - (iii) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu de l'autorisation de tâche.

- (iv) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
- (b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat lorsque tous les travaux exigés selon l'autorisation de tâche auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une facture finale pour le paiement est présentée.
- (c) Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

#### **7.4 Clauses du guide des CCUA**

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client  
C0305C (2014-06-26), État des coûts

#### **7.5 Vérification discrétionnaire**

Clause du guide des CCUA C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

### **8. Instructions relatives à la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>).

Chaque demande doit présenter :

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
  - (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales;
  - (c) le numéro de l'autorisation de tâche (AT), s'il y a lieu;
  - (d) la description de l'étape facturée, s'il y a lieu.
2. Pour la partie ferme des travaux et pour les AT assujetties à une limitation des dépenses, à un ou à un prix plafond, chaque réclamation doit être appuyée par :
    - (a) une liste de toutes les dépenses, conformément à l'AT s'il y a lieu;
    - (b) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé; la feuille de temps doit également être signée par la ressource et le gestionnaire de projet de l'entrepreneur responsable pour le travail accompli.
    - (c) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
    - (d) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
  3. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.

4. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'adresse suivante pour attestation:

**Att: \_\_\_\_\_ (sera complété à l'octroi du contrat)**

Commis aux approvisionnements et au soutien  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
601-1550 Avenue D'Estimauville  
Québec, Québec, G1J 0C7

L'autorité contractante fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande au responsable technique pour attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux, et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

5. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

## 9. Attestations

### 9.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

### 9.2 SACC Manual Clauses

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

## 10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (**La province ou le territoire sera précisé à l'attribution du contrat**) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- c) les conditions générales 2040 (2016-04-04), Conditions générales - recherche et développement;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;



- f) l'Annexe C, Divulgence par l'entrepreneur de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- g) l'Annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'Annexe E, Formulaire MDN 626, Autorisation de tâches
- i) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_ (**à être inséré à l'attribution du contrat**).

## 12. Contrat de défense

Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

## 13. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

## 14. Assurances

Clause du guide des CCUA G1005C (2016-01-28), Assurances – aucune exigence particulière

## 15. Programme des Marchandises contrôlées

15.1 Clause du guide des CCUA A9131C (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées

15.2 Clause du guide des CCUA B4060C (2011-05-16), Marchandises contrôlées

## 16. Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels en format électronique, sur l'avancement des travaux, au responsable technique et à l'autorité contractante.

2. Le rapport périodique doit comporter deux parties :

(a) PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :

- (i) Le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
- (ii) Le projet respecte-t-il le budget prévu
- (iii) Le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

(b) PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, contenant au minimum :

- (i) Une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclu, au besoin, afin de décrire l'avancement des travaux.

- 
- (ii) Une explication de tout écart par rapport au plan de travail.
  - (iii) Une description des voyages ou conférences relatifs au contrat durant la période visée par le rapport.
  - (iv) Une description de tout équipement important acheté ou construit durant la période visée par le rapport.

#### **17. Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes**

L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres ou autres règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

#### **18. Insigne d'identité**

Clause du guide des CCUA A9065C (2006-06-16), Insigne d'identité

---

## ANNEXE A

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

**1. TITRE :** Travaux scientifiques et d'ingénierie pour le développement de plateformes d'imagerie hyperspectrale

**2. CONTEXTE**

Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) Centre de recherches de Valcartier développe et teste actuellement des systèmes de capteurs destinés à la reconnaissance et à la surveillance. Par système de capteurs on entend toutes les composantes de support physique et logicielle des capteurs. Les systèmes de capteurs sont destinées à être opérés sur des plateformes en retrait ou aéroportées. Ils comprennent des capteurs hyperspectraux, multispectraux et panchromatiques opérant dans toute la gamme spectrale optique s'étendant entre 0.35 et 13 microns. Ils couvrent donc les gammes spectrales Visible-Near InfraRed (VNIR), Short Wave InfraRed (SWIR), Medium Wave InfraRed (MWIR) et LongWave InfraRed (LWIR). Les systèmes de capteurs fourniront des informations de télédétection aux forces canadiennes. Ils comprennent en outre les dispositifs de mesure, et de traitement des données.

Deux types de plateformes sont susceptibles d'être développées pour répondre aux besoins de télédétection, soit des plateformes aéroportées ou des plateformes de télédétection en retrait. Par plateformes, on entend les appareils de support physiques des systèmes de capteurs, par exemple : des tourelles, trépieds, avions ou hélicoptères. Les capteurs peuvent être commerciaux ou développés spécifiquement pour les besoins de RDDC Centre de recherches de Valcartier. Les travaux requis pour ce projet comprennent des services scientifiques, techniques ou d'ingénierie.

Les travaux d'ingénierie susceptibles d'être requis sont l'intégration des composantes physiques et logicielles des systèmes de capteurs et leurs incorporation dans les plateformes auxquelles elles sont destinées. Les composantes matérielles susceptibles d'être intégrées sont les suivantes : capteurs optiques et hyperspectraux; capteurs environnementaux tels que des systèmes de mesures de la température, de l'humidité, de la pression; des systèmes de pointages; des dispositifs de communications entre les composantes et avec l'extérieur. Des travaux d'ingénierie seront aussi requis pour faire l'intégration de composantes et pour tester les algorithmes de traitement, de livraisons et d'affichage des données. Des travaux de développement matériel et logiciel sont aussi susceptibles d'être requis, mais n'incluent pas la conception des plateformes de support pour des capteurs hyperspectraux, multispectraux ou panchromatiques de même que les capteurs à proprement parler.

Les travaux scientifiques susceptibles d’être requis sont associés au support au développement des systèmes de capteurs et comprennent: le développement d’expérience; l’expérimentation; l’analyse de données expérimentales; les études phénoménologiques portant sur la propagation de la lumière dans l’atmosphère, le comportement des cibles et des arrière-plans; le développement l’implantation et le test d’algorithmes reliés au traitement des données hyperspectrales, multispectrales et panchomatiques. L’entrepreneur pourrait aussi devoir fournir des avis reliés au fonctionnement des capteurs et à leur utilisation.

### 3. ACRONYMES

RDDC	Recherche et développement pour la défense Canada
EDT	Énoncé de travail
RT	Responsable technique
DA	Document applicable
VNIR	« Visible and Near InfraRed »(Visible et proche infrarouge)
SWIR	« Short Wave InfraRed » (Infrarouge à courte longueur d’onde)
MWIR	« Medium Wave InfraRed » (Infrarouge à longueur d’onde médiane)
LWIR	« LongWave Infrared » (Infrarouge à ondes longues)
FC	Forces Canadiennes
MC	Marchandises Contrôlées
OTAN	Organisation du Traité de l’Atlantique Nord

### 4. DOCUMENTS APPLICABLES ET RÉFÉRENCES

Aucun

### 5. ÉTENDUE DES TRAVAUX :

Ce contrat comprend une partie ferme et une partie à autorisation de tâches

---

## 5.1 TRAVAUX RÉALISÉS SUR DEMANDE, AU MOYEN D'UNE AUTORISATION DE TÂCHE

L'entrepreneur devra fournir les services décrits aux tâches 5.1A à 5.1J ci-dessous. Les tâches seront réalisées sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Une AT peut faire référence à plus d'une tâche et une même tâche peut être répétée plusieurs fois pendant la durée du contrat.

### Tâche 5.1 A : Études théoriques en imagerie aéroportée et en imagerie en retrait

#### Contexte :

Dans les tâches de ce type, l'entrepreneur doit fournir des services scientifiques en modélisation et description des arrière-plans; des cibles et de l'environnement de formation des images hyperspectrales, multispectrales ou panchromatiques.

#### Description des travaux :

L'entrepreneur doit :

- i. intégrer l'effet des capteurs en utilisant ou en développant des modèles de capteurs dans la production des images
- ii. considérer des effets multiples tels que l'absorption, la diffusion, la réfraction sur la lumière dans les gammes optiques s'étendant de l'infrarouge lointains jusqu'à des longueurs d'onde ultraviolet.
- iii. modéliser les effets de traitements d'image membres d'une chaîne de traitement sur les autres membres de la chaîne. Le nombre de membres est variable et pourrait s'étendre jusqu'à 10.

Les applications visées sont l'imagerie hyperspectrale, multispectrale et panchromatique aéroportée et à distance. Un exemple de travail possible est l'évaluation des effets dus au traitement de correction atmosphérique sur l'efficacité algorithmes de détection de cibles.

### Tâche 5.1 B : Traitement et analyse de données d'imagerie en retrait et aéroportée

#### Contexte :

RDDC Centre de recherches de Valcartier fournira à l'entrepreneur des ensembles de données susceptibles de comprendre des images brutes ou calibrées ainsi que les données de réalité de terrain (ground truth – vérité terrain). Les images pourraient provenir de capteurs hyperspectraux, multispectraux ou panchromatiques. Les capteurs sont susceptibles d'être aéroportés ou en retrait.

---

Ces tâches auront comme possibles objectifs:

- de comprendre les effets de de l’arrière-plan; des cibles et de l’environnement sur la formation des images;
- Corriger les images pour des défauts, ou caractéristiques introduites par les capteurs ou l’environnement;
- d’évaluer les effets de diverses méthodes de traitement des images sur les résultats recherchés par les applications et processus de traitement des images.

**Description des travaux :**

- i. L’entrepreneur doit faire le traitement des données en fonction des spécifications émises par le responsable technique de RDDC Centre de recherches de Valcartier.
- ii. L’entrepreneur sera responsable de faire la conception de la chaîne de traitement, de l’implanter, de l’appliquer sur les images et d’en analyser les résultats.

**Tâche 5.1 C : Développement, implantation et test d’algorithmes de traitement d’images et de données**

**Contexte :**

Plusieurs méthodes de traitement des images ne fonctionnent que dans un certain ensemble de conditions. Les capteurs, leur mode d’opération et les applications pour lesquelles les images sont acquises ont des influences sur le choix des méthodes de traitement des images. Pour certaines applications aucune des méthodes disponibles ne convient. Parfois, certaines méthodes sont envisageables mais nécessitent des adaptations ou uniquement d’être testées.

**Description des travaux :**

L’entrepreneur doit :

- i. Développer de nouvelles méthodes, les implanter et les tester.
- ii. Adapter, au besoin, des méthodes existantes, les implanter et les tester.

Les algorithmes requis s’appliqueront à des applications sur des capteurs imageurs aéroportés ou en retrait. Les images provenant de ces capteurs pourraient être hyperspectrales, multispectrales ou panchromatiques.

**Tâche 5.1 D : Évaluation, validation et comparaison d’algorithmes de traitement des images.**

**Contexte :**

Avant de déployer ou de sélectionner un algorithme conçu pour réaliser une tâche donnée, celui-ci doit être évalué et validé. Ses performances doivent aussi être comparées à des algorithmes semblables si ceux-ci existent.

**Description des travaux :**

L'entrepreneur doit :

- i. valider des algorithmes : la validation sert à vérifier si l'algorithme exécute effectivement la tâche pour laquelle il a été conçu;
- ii. évaluer des algorithmes : l'évaluation est le processus par lequel les performances de l'algorithme sont estimées et comparées le cas échéant aux spécifications de l'algorithme
- iii. comparer des algorithmes : la comparaison est le processus par lequel des algorithmes ayant des fonctions similaires voient leurs performances comparées selon les objectifs pour lesquels ils ont été conçus.

Ces processus seront exécutés par l'entrepreneur pour des algorithmes qui lui seront fournis par le RDDC Centre de recherches de Valcartier avec des jeux de données.

**Tâche 5.1 E : Conception et développement d'expérimentation en imagerie aéroportée et en retrait.**

**Contexte :**

Pour développer des applications efficaces de télédétection en imagerie aéroportée et en retrait on doit très bien connaître la phénoménologie reliée aux arrière-plans; aux cibles; aux capteurs et à l'environnement qui les entourent. Durant ce projet, du matériel d'imagerie; des modèles de formation des images; des outils de prédiction et des algorithmes de traitements seront développés sous formes de composants de système. Tous ces composants de système doivent être testés dans des conditions variées pour les valider et comprendre leur domaine de validité ce qui nécessite des données expérimentales. Pour fournir les données et les résultats de tests, des expériences doivent être menées. Dans certains cas, l'entrepreneur devra concevoir, développer et fabriquer le matériel et les équipements qui serviront à mener les expériences et tests à bien.

**Description des travaux :**

L'entrepreneur doit :

- faire l'analyse des besoins requis pour faire la vérification expérimentale;
- faire la conception de montages expérimentaux;
- fournir les spécifications de système ou d'appareil qui devront être développés pour satisfaire les besoins.
- Préparer les documents pertinents pour mener les expérimentations. Par exemple, les autorisations environnementales

- 
- Préparer les documents relatifs à des produits chimiques ou biologiques qui seraient utilisés durant les campagnes de mesures ou dans le laboratoire
  - Coordonner les plans de vol pour les expériences menées à l'extérieur.

#### **Tâche 5.1 F : Réalisation de travaux expérimentaux en imagerie aéroportée et en retrait.**

##### **Description des travaux :**

L'entrepreneur doit se déplacer sur le terrain pour mettre en place les expériences qu'il aura conçues ou pour celles conçues par le RDDC. Il doit être en mesure d'utiliser les appareils de mesures et d'acquisition de la réalité de terrain tel que MRScan-300. Ces appareils peuvent être des spectromètres, des caméras, des appareils de localisation (GPS), des radiomètres, etc. Il doit faire la calibration lorsque nécessaire et obtenir et colliger les mesures prises par ceux-ci.

#### **Tâche 5.1 G : Traitement et analyse des données de terrain acquises durant des expérimentations**

##### **Contexte :**

De grandes quantités de données de terrain sont acquises durant les expérimentations. Ces données doivent être enregistrées, classées, analysées et interprétées. Ces données sont requises pour faire la comparaison avec les résultats de traitements de données acquises par les capteurs aéroportés ou à distance.

##### **Description des travaux :**

L'entrepreneur doit conformément aux spécifications et besoins émis par le responsable technique de RDDC Centre de recherches de Valcartier traiter les données qui lui auront été fournies.

Quelques exemples de spécifications:

- À partir de mesures spectrales, estimer l'émissivité ou la réflectance de cibles et de matériaux se trouvant sur les sites expérimentaux;
- Estimer à partir de mesures météorologiques l'intensité de la turbulence atmosphérique;
- Faire la compilation de mesures permettant de caractériser les cibles et les sites expérimentaux, localisation, orientation, organisation des données dans une suite logique qui en permettra l'utilisation a posteriori.

#### **Tâche 5.1 H: Développement et entretien de système de mesure pour l'acquisition de données de réalité de terrain**

##### **Contexte :**



Dans plusieurs cas, les systèmes et appareils de mesures disponibles au RDDC Centre de recherches de Valcartier ou commercialement doivent être adaptés pour des utilisations spécifiques requises durant les expérimentations.

**Description des travaux :**

L’entrepreneur doit concevoir des systèmes de mesures destinés à obtenir des données de réalité terrain selon les spécifications émises par l’autorité scientifique et implanter des logiciels de mise en réseau et d’automatisation de la prise de mesure par des appareils existants, tels que des radiomètres ou des spectromètres etc.

RDDC Centre de recherches de Valcartier possède des systèmes d’acquisition de données de réalité de terrain: MRScan-300, ASD, spectromètre et radiomètres, GPS, etc... L’entrepreneur devra pouvoir les utiliser durant les travaux expérimentaux.

**Tâche 5.1 I : Développement, implantation et intégration de composants matériels et logiciels à des systèmes de capteurs et adaptation à des plateformes d’imagerie aéroportée ou en retrait.**

L’entrepreneur doit développer des composantes ou en utiliser qui sont existantes pour modifier des systèmes de capteurs existants ou en modifier les capacités en implantant des fonctions nouvelles ou modifier des fonctions existantes. Ces fonctions ou composantes sont logicielles ou matérielles et les plateformes peuvent être aéroportées ou au sol.

- i. Le matériel développé peut comprendre les supports mécaniques; l’électronique ou des contrôles électriques tel que des moteurs, des commandes de moteur; le support de caméra. Il ne comprend pas le développement des capteurs proprement dit, mais seulement du matériel les entourant.
- ii. Le logiciel qui sera développé inclut les composantes externes de contrôle des capteurs et du logiciel de traitement des données et l’interface entre les capteurs et les systèmes de transmission de l’information.

**Tâche 5.1 J : Participer dans les programmes d’échanges internationaux**

L’entrepreneur doit :

- i. Produire des présentations liés au domaine de la télédétection aéroportée ou en retrait relativement aux applications d’imagerie panchromatique, multispectrale et hyperspectrale et les présenter dans les échanges que mène RDDC Centre de recherches de Valcartier avec des organismes internationaux dans des pays comme les USA et la France.

- 
- ii. Présenter des travaux réalisés dans le cadre de ces travaux à des groupes nationaux ou internationaux de travail et de discussions. Le travail comprend la préparation de présentations en anglais (en format PowerPoint) résumant les travaux réalisés et la participation à des ateliers, groupes de travail spécialisés, ou Symposium.

**5.2 PARTIE FERME :** (Note aux soumissionnaires : Le texte suivant sera uniquement inclus au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001))

L'entrepreneur doit réaliser les deux (2) tâches décrites ci-dessous

**Tâche 5.2 A : Analyse et comparaison de l'algorithme GLRT (Generalized likelihood ratio test) pour la détection de cibles en imagerie hyperspectrale.**

5.2 A.1: L'entrepreneur doit appliquer l'algorithme GLRT et un autre algorithme de son choix sur 50 images hyperspectrales calibrées obtenues dans les gammes LWIR, SWIR et VNIR pour déterminer :

- A: Quelles cibles peuvent être identifiées à partir des images et de la base de données de signatures qui seront fournies au début du projet par RDDC Centre de recherches de Valcartier.
- B: Quelles régions spectrales fournies les meilleurs résultats de détection en utilisant une métrique choisie par l'entrepreneur.
- C: Une évaluation du taux de fausse alarme pour chaque cible identifiée au point A.

**Tâche 5.2 B: Intégration d'un système de contrôle de haut niveau dans des cibles de calibration dans la gamme LWIR**

Trois cibles de calibration modulaire sont développées à RDDC Centre de recherches de Valcartier avec l'objectif de fournir les paramètres optiques atmosphériques que sont la transmittance, le rayonnement de parcours et le rayonnement atmosphérique descendant. Ces trois cibles sont appelées chaude, froide et réfléchive. Des modules ont été développés qui comprennent un système de chauffage et un système de contrôle par boucle de rétroaction du système de chauffage basé sur un microcontrôleur. Chacun des modules est contrôlable individuellement, toutefois on doit assurer une certaine uniformité de température sur chacune des cibles et une différence de température minimale de 10K entre la cible chaude et la cible froide. Un algorithme de contrôle à haut niveau doit être développé, implanté et testé pour atteindre les spécifications citées plus haut.

L'entrepreneur doit :

5.2.B.1 Développer et implanter un algorithme de contrôle permettant de spécifier les points de contrôle de température pour chacun des modules et ce pour chacune des trois cibles.

5.2.B.2 Développer un algorithme de contrôle global des température qui respectera les spécifications suivantes:

- 1) Uniformité des températures à l'intérieure d'une même cible inférieure ou égale à 0.5K.
- 2) Une différence de température minimale de 10K entre la cible chaude et la cible froide.
- 3) L'enregistrement des températures de chacun des modules de chacune des cibles avec des intervalles variables ayant un minimum de 10 secondes et un maximum de 1 heure avec des incréments de 10 secondes
- 4) L'enregistrement de la position de chacun des modules dans sa cible

## 6. LIVRABLES

### 6.1 Livrables pour les tâches génériques 5.1A à 5.1K

#### 6.1.A Livrables pour la tâche 5.1.A :

Des rapports ou des sections de rapports s'intégrant avec des travaux réalisés dans le cadre d'autres tâches réalisées dans le cadre de ce contrat, les données générées et les divers codes informatiques produits.

Les rapports doivent être remis sur support papier et support électronique et doivent inclure :

- a. Les analyses;
- b. Les modèles;
- c. Les résultats de simulations
- d. Des recommandations sur les travaux à mener subséquemment.

#### 6.1 B : Livrables pour la tâche 5.1 B

Des rapports ou des sections de rapports s'intégrant avec des travaux réalisés dans le cadre d'autres tâches réalisées dans le cadre de ce contrat, les données générées et les divers codes informatiques produits.

- a) Fournir le détail des traitements effectués sur les images, ce qui comprend :
  - a. Conception;

- 
- b. Implantation;
  - c. résultats de traitement;
  - d. Conclusion sur les résultats;
  - e. Recommandation sur les approches à préconiser.
- b) Toutes les données produites durant le travail

#### 6.1 C : Livrables pour la tâche 5.1 C

Des rapports ou des sections de rapports s’intégrant avec des travaux réalisés dans le cadre d’autres tâches réalisées dans le cadre de ce contrat, les données générées et les divers codes informatiques produits.

- a) Les détails de conception des méthodes de traitements;
- b) Les détails d’implantation des méthodes de traitement;
- c) Les détails des tests appliqués sur les algorithmes et les images;
- d) Les résultats détaillés des analyses, tests et implantations;
- e) Les codes informatiques produits durant les travaux;
- f) Les données de traitement intermédiaires et finales;

#### 6.1 D Livrables pour la tâche 5.1 D

Des rapports ou des sections de rapports s’intégrant avec des travaux réalisés dans le cadre d’autres tâches réalisées dans le cadre de ce contrat, les données générées et les divers codes informatiques produits.

- a) Le détail des opérations de validation des algorithmes
  - a. La conception des tests
  - b. Les résultats
  - c. Les recommandations relatives à la l’utilisation des algorithmes.
- b) Le détail de l’évaluation des algorithmes
  - a. Élaboration des paramètres de performance à atteindre
  - b. Détail des tests permettant de vérifier l’atteinte de ces paramètres de performance
  - c. Les résultats des tests
  - d. Les recommandations relatives à l’utilisation des algorithmes;
- c) Le détail des comparaisons des algorithmes
  - a. La conception des méthodes de comparaisons;
  - b. Le détail des résultats
  - c. Les recommandations relatives à l’utilisation des algorithmes.

#### 6.1 E : Livrables pour la tâche 5.1 E

Des rapports ou des sections de rapports s'intégrant avec des travaux réalisés dans le cadre d'autres tâches réalisées dans le cadre de ce contrat, les données générées et les divers codes informatiques produits.

- a) Le détail des analyses et la compilation des besoins;
- b) Les plans de conception des expériences et des recommandations relatives à l'implantation et à la réalisation des expériences.
- c) Toutes les spécifications des systèmes ou des appareils qui devront être développés pour satisfaire les besoins expérimentaux.

#### 6.1 F : Livrables pour la tâche 5.1 F

Toutes les données brutes et traitées sur support numérique et papier selon les modes d'acquisition.

- a) Le détail des expériences réalisées;
- b) Le compte rendu du déroulement des expériences;
- c) Les données brutes classées selon les expériences;
- d) Les données traitées classées selon les expériences.

#### 6.1 G Livrables pour la tâche 5.1 G

Rapport sur support papier ou électronique comprenant les résultats des traitements et analyses des données de réalité de terrain. Les résultats des analyses et de la pertinence des expérimentations pourrait aussi être incluse dans le livrable. Les données traitées devront être remises sur support électronique dans un format qui conviendra à l'utilisation qui en sera faite par le personnel de RDDC.

Les rapports doivent inclure :

- a) Le classement des données fournies selon les expérimentations faites;
- b) L'analyse des données fournies
- c) La compilation des résultats expérimentaux et la comparaison avec les résultats attendus théoriquement;
- d) Des recommandations sur l'amélioration des méthodes de traitement ou d'expérimentation

#### 6.1 H Livrables pour la tâche 5.1 H

Tous les logiciels et documents d'analyses, codes sources, scripts et logiciels compilés et fonctionnels sur les équipements informatiques de terrain possédés par RDDC Centre de recherches de Valcartier et spécifiés à l'entrepreneur.

- a) Les équipements expérimentaux conçus;
- b) Les plans et spécifications

- 
- c) Les tests et mesures faites sur les équipements pour en vérifier le fonctionnement;

#### 6.1 I : Livrables pour la tâche 5.1 I

Tous les composants logiciels et matériels qui auront été conçus, ainsi que les plans et les méthodes de conception, les manuels d'utilisation et d'entretien.

#### 6.1 J : Livrables pour la tâche 5.1 J

Livrables : Tous les documents qui auront été produits pour réaliser la tâche (présentations ou rapport). Ces documents, seront produits en anglais ou en français dépendamment du groupe auquel ils seront présentés. Les groupes fonctionnant sous l'accord franco-canadien pourraient requérir des documents en français.

### **6.2 Livrables pour les tâches fermes 5.2 A et 5.2B** (Note aux soumissionnaires : Le texte suivant sera uniquement inclus au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001))

6.2 A : Les résultats de détection et d'identification avec un rapport sur CD ou sur support informatique choisi par l'entrepreneur qui documente comment les algorithmes ont été appliqués sur les images hyperspectrales.

6.2 B: a) Tout le logiciel (code source et code compile)

b) Un rapport contenant les dessins, les schémas, les plans et la description des algorithmes et du logiciel implanté.

## **7. DATE DE LIVRAISON**

La date de livraison pour les livrables des tâches 5.2 A et 5.2 B est le 31 mars 2017. (Note aux soumissionnaires : Le texte suivant sera uniquement inclus au contrat octroyé conformément à la soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix (Contrat /001))

## **8. Langue DE TRAVAIL**

La langue de travail sera le français ou l'anglais.

---

## 9. EMPLACEMENT DU TRAVAIL

Durant l'exécution du contrat, l'entrepreneur ne sera pas tenu de réaliser tous les travaux dans les locaux de RDDC. Il sera en outre, et selon le cas, possible d'utiliser les locaux de RDDC, Centre de recherches de Valcartier ou de RDDC, Centre de recherches d'Ottawa pour réaliser des travaux utilisant ou produisant des documents ou des équipements, classifiés, protégés ou classés comme marchandises contrôlées. Si l'entrepreneur possède des installations lui permettant de traiter des informations, des documents ou des équipements classifiés, protégés ou classés marchandises contrôlées, il pourra réaliser une partie des travaux dans ses installations lorsque les travaux seront classés C1 (voir ci-dessous).

Certains travaux doivent impérativement être réalisés dans les installations de RDDC, Centre de recherches de Valcartier ou à l'extérieur des installations de l'entrepreneur. Ce sera le cas par exemple pour l'intégration de matériel ou de logiciel dans des équipements existants et difficiles à déplacer ou pour lesquels, l'utilisation est telle que les travaux ne peuvent se faire dans les locaux de l'entrepreneur, par exemple lors de déploiement ou lors d'essais et expérimentations.

Le tableau suivant donne une **proportion approximative** des travaux pour chacune des tâches qui doivent se faire dans des locaux permettant de traiter des données classifiées, protégées ou marchandises contrôlées, des travaux qui doivent être impérativement faits à RDDC, Centre de recherches de Valcartier et des travaux qui ne nécessitent pas l'utilisation de locaux classifiés.

### **Classe de travaux :**

C1 : Travaux utilisant des documents, données ou équipements classifiés, protégés ou classés comme marchandises contrôlées, qui doivent être effectués dans des locaux protégés. Ces travaux doivent être réalisés dans les locaux de RDDC, Centre de recherches de Valcartier, de RDDC ou au Centre de recherches d'Ottawa ou dans les locaux de l'entrepreneur, si ceux-ci possèdent les installations appropriées.

Approximativement 15% des travaux devraient être classés C1.

C2 : Travaux devant impérativement être réalisés à RDDC, Centre de recherches de Valcartier, parce qu'ils nécessitent du matériel qui ne peut être déplacés à l'extérieur de RDDC, Centre de recherches de Valcartier. Cela inclus aussi les travaux réalisés dans le cadre d'essais.

Approximativement 25% des travaux devraient être classés C2.

C3 : Travaux réalisables à l'extérieur des locaux de RDDC, Centre de recherches de Valcartier; les travaux peuvent être réalisés à RDDC, Centre de recherches de Valcartier ou à RDDC, Centre de recherches d'Ottawa ou dans les installations de l'entrepreneur et ce, selon le choix de l'entrepreneur. Il n'y a aucune nécessité que l'entrepreneur possède des installations permettant de traiter des informations, des documents ou des équipements classifiés, protégés ou classés comme marchandises contrôlées.

Approximativement 60% des travaux devraient être classés C3.

Tâche	Nom	C1	C2	C3
5.1.A	Études théoriques en imagerie aéroportée et en imagerie en retrait	15%	0%	85%
5.1.B	Traitement et analyse de données d’imagerie en retrait et aéroportée	25%	0%	75%
5.1.C	Développement, implantation et test d’algorithmes de traitement d’images et de données	15%	10%	75%
5.1.D	Évaluation, validation et comparaison d’algorithmes de traitement des images.	25%	5%	75%
5.1.E	Conception et développement d’expérimentation en imagerie aéroportée et en retrait.	0%	10%	90%
5.1.F	Réalisation de travaux expérimentaux en imagerie aéroportée et en retrait.	0%	90%	10%
5.1.G	Traitement et analyse des données de terrain acquises durant des expérimentations	30%	0%	70%
5.1.H	Développement et entretien de système de mesure pour l’acquisition de données de réalité de terrain	10%	80%	10%
5.1.I	Développement, implantation et intégration de composants matériels et logiciels à des systèmes de capteurs et adaptation à des plateformes d’imagerie aéroportée ou en retrait.	5%	90%	5%
5.1.J	Participer dans les programmes d’échanges internationaux	NA	NA	NA

RDDC, Centre de recherches de Valcartier se trouve à l’adresse suivante : 2459 route de la Bravoure  
Québec Qc G3J 1X5

RDDC, Centre de recherches d’Ottawa se trouve à l’adresse suivante : 3701 Carling Avenue, Ottawa,  
Ontario K1A 0Z4

## 10. VOYAGE

L’entrepreneur pourrait être requis de voyager pour des conférences ou réunions ou pour des essais selon la tâche qui lui aura été demandé. Les sites sur lesquels il pourrait être requis de voyager sont variables et dépendent des sites d’essais de conférence ou de réunion et seront précisés dans les autorisations des tâches. Les déplacements pourraient être requis à destination du Canada et de l’internationale.

## 11. RÉUNIONS

Des rencontres seront requises périodiquement dans le contexte de chacune des tâches dans le but de vérifier l’état des travaux dans chaque tâche. Impérativement, au début et à la fin de chaque tâche, une réunion sera tenue. Lors du déroulement d’une tâche, des réunions seront tenues mensuellement. Il n’est pas requis de séparer des réunions selon les tâches et un effort devra être fait pour que si deux tâches ou plus sont réalisées concurremment les réunions soient tenues en même temps. Les ordres du jour de ces réunions devront clairement



---

distinguer les points relatifs à chacune des tâches. L'entrepreneur sera responsable de produire les comptes rendus de ces réunions. Les réunions pourront être tenues en personne, par téléconférence ou par vidéoconférence. Une réunion en personne sera tenue au démarrage de la première tâche et ensuite à une période de une par année au minimum.

## **12. MATÉRIEL FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT (MFG)**

Dans le cas des tâches 5.2A et B l'entrepreneur se verra fournir les données nécessaire pour le traitement ainsi que les cibles de calibrations les modules existants.

Donnée d'imagerie hyperspectrale, multispectrale ou panchromatique; Données de réalité de terrain; Toiles pour la calibration d'images.

## **13. ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT (EFG)**

L'entrepreneur aura accès à certains laboratoires du RDDC Centre de recherches de Valcartier et à l'équipement contenu dans ces mêmes laboratoires toutefois, les équipements demeureront sous la responsabilité de RDDC.

## ANNEXE B

### BASE DE PAIEMENT

(à être complété à l'octroi du contrat)

**Note :**

- i. L'écart entre le tarif horaire le plus bas et le tarif horaire le plus élevé pour une même catégorie principale pour une même période doit être égal ou inférieur à 30%.
- ii. Le tarif horaire pour une sous-catégorie de ressource ou le tarif horaire pour une ressource ne doit pas augmenter de plus de 3% d'une période à une autre.

**1. MAIN-D'OEUVRE :** Taux fermes tout compris (incluant le profit, les frais généraux et les frais d'administration), taxes applicables en sus, comme suit :

Ressources proposées	Taux horaire fermes				
	Première année du contrat	Deuxième année du contrat	Troisième année du contrat	Quatrième année du contrat	Cinquième année du contrat
<b>1- Catégorie spécialiste</b>					
<b>a- Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>b- Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>c- Spécialiste en traitement d'image</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>d- Spécialiste en traitement de signal</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>e- Spécialiste en détection de cibles et de gaz en imagerie hyperspectrale</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Ressources proposées	Taux horaire fermes				
	Première année du contrat	Deuxième année du contrat	Troisième année du contrat	Quatrième année du contrat	Cinquième année du contrat
<b>f- Spécialiste en optique</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>g- Spécialiste en opto-électronique</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>h- Spécialiste en radiométrie</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>i – Spécialiste en spectrométrie</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>2- Catégorie Ingénierie</b>					
<b>a- Ingénieur en programmation en langage C++ ou C#</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>b- Ingénieur en développement d'interface usagé sous Windows</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>c- Ingénieur en électronique analogique</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>d- Ingénieur en électronique numérique</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>e- Ingénieur en développement d'algorithmes en traitement d'image et en traitement de signal</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Ressources proposées	Taux horaire fermes				
	Première année du contrat	Deuxième année du contrat	Troisième année du contrat	Quatrième année du contrat	Cinquième année du contrat
<b>f- Ingénieur en implantation d’algorithmes de traitement de signal et de traitement d’images</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>g- Ingénieur en conception optique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>h- Ingénieur en conception et organisation d’expérimentation en télédétection</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>3- Catégories de ressources techniques</b>					
<b>a- Technicien en électronique ou optique ou physique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>b- Technicien en mécanique ou conception mécanique ou fabrication mécanique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>4- Gestionnaire de projets</b>					
<b>a- Gestionnaire de projets</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

**Note pour les travaux effectués sur le terrain dans le cadre d’essais seulement:**

Après une période de travail de 8 heures consécutives, l’entrepreneur peut réclamer 1.5 fois le taux horaire inscrit dans le tableau ci-dessus pour le temps de travail excédant le 8 heures. Le responsable technique doit approuver au préalable que ce taux puisse être réclamé.

**2. ÉQUIPEMENT** : au prix de revient\* effectif sans majoration

---

**3. MATÉRIAUX ET FOURNITURES :** au prix de revient\* effectif sans majoration

**4. FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE :**

Si deux contrats sont octroyés :

TOTAL ESTIMATIF pour le contrat W7701-166147/001/QCL : 240 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

TOTAL ESTIMATIF pour le contrat W7701-166147/002/QCL : 160 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

Si un contrat est octroyé :

TOTAL ESTIMATIF pour le contrat W7701-166147/001/QCL : 400 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

Pour les travaux classés C1, la clause suivante s'applique : (à compléter par le Canada, selon le choix fait par le soumissionnaire)

Pour les travaux classés C2 et C3, la clause suivante s'applique : (à compléter par le Canada, selon le choix fait par le soumissionnaire)

**Pour les fournisseurs ayant choisi l'option « a » et/ou « d », RDDC, centre de recherches de Valcartier**

- (a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux pour:
  - (i) les services rendus à l'intérieur d'un rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches de Valcartier, situé au 2459, Route de la Bravoure, Québec, Québec; et
  - (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et Recherche et développement pour la Défenses Canada, Centre de recherches de Valcartier.
- (b) Pour les services fournis à l'extérieur du rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches de Valcartier, l'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/hrpubs/TBM\\_113/td-dv\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp)), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».
- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.

- 
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

**Pour les fournisseurs ayant choisi l'option « b » et/ou « e » RDDC, centre de recherches d'Ottawa**

- (a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux pour:
- (i) les services rendus à l'intérieur d'un rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches d'Ottawa, situé au 3701 Carling Avenue, Ottawa, Ontario, Québec; et
  - (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et Recherche et développement pour la Défenses Canada, Centre de recherches d'Ottawa.
- (b) Pour les services fournis à l'extérieur du rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches d'Ottawa, l'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/hrpubs/TBM\\_113/td-dv\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp)), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».
- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

**Pour les fournisseurs ayant choisi l'option « c » et ou « f » Dans les installations de l'entrepreneur**

- (a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux pour les services rendus dans les installations de l'entrepreneur.
- (b) Pour les services fournis à l'extérieur des installations de l'entrepreneur, l'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/hrpubs/TBM\\_113/td-dv\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp)), et selon les autres dispositions

de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».

- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

<b>Coût estimatif - Limitation des dépenses pour le contrat W7701-166147/001 :</b>	<b>Si deux contrats sont octroyés :</b> 2 432 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)  <b>Si un contrat est octroyé :</b> 4 000 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)
<b>Coût estimatif - Limitation des dépenses pour le contrat W7701-166147/002 :</b>	<b>Si deux contrats sont octroyés :</b> 1 568 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

**Prix de revient signifie:** Dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné pour revente au gouvernement. Cela comprend le prix facturé par le fournisseur (moins les remises), les frais de transports applicables, la différence de change, les droits de douane et le courtage mais exclut la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée. (2010-01-11) (**laid-down cost**)

Exception faite du ou des taux et du ou des prix fermes, les montants apparaissant dans les divers articles précisés ci-dessus ne sont que des estimations. Il sera permis de les modifier aux fins de facturation au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à la condition que ces changements soient mineurs, qu'ils soient approuvés au préalable par le responsable technique, et que le coût estimatif ne dépasse pas la limitation des dépenses précisée ci-dessus.

---

## ANNEXE C

### DIVULGATION PAR L'ENTREPRENEUR DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LES RENSEIGNEMENTS ORIGINAUX

Veillez vous référer à l'article 1, "Interprétation", des conditions générales 2040 applicables au contrat pour la définition de « renseignements originaux » afin de déterminer les renseignements qui doivent être divulgués.

L'entrepreneur doit fournir les informations suivantes :

1. N° du contrat :
2. Quel est le titre descriptif de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (FIP)?
3. Description sommaire du FIP et s'il y a lieu des différents systèmes et sous-systèmes
4. Quel est ou était l'objectif du projet?
5. Expliquer comment et dans quelle mesure la FIP répond à l'objectif du projet (ex : solution avantageuse sur ce qui existe présentement, résout des problèmes ou offre des avantages).
6. À quelle(s) catégorie(s) appartiendrait de la façon la plus appropriée, selon vous, la FIP et pourquoi : brevet, invention, secret commercial, droit d'auteur, dessin industriel, droits sur les topographies de circuits intégrés, savoir-faire, autre?
7. Quels sont les caractéristiques ou les aspects de la FIP qui sont novateurs, utiles et sortent de l'ordinaire?
8. La FIP a-t-elle été mise à l'essai ou démontrée? Si oui, veuillez résumer les résultats.
9. Y-a-t-il eu publication ou divulgation? Si oui, à qui, quand, où et comment?
10. Quels sont les noms et adresses des inventeurs?
11. Fournir une description explicite et détaillée de la FIP élaborée pendant l'exécution du marché (renvoyer à la section pertinente du rapport technique s'il y a lieu).

Veillez spécifier le nom et le poste de la personne qui approuve ou autorise la divulgation. Cette personne devra signer la divulgation et y inscrire la date.

---

Signature

---

Date

---

Nom

---

Titre

-----  
(Interne au RDDC Valcartier)

---

Signature

---

Date

---

Nom

---

Titre (Autorité technique)



Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-166147/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-166147

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-5-38299

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl028

---

## **ANNEXE D**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), jointe au présent document, doit être insérée ici et fait partie du présent document.

Solicitation No – N° de l’invitation  
W7701-166147/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-166147

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-5-38299

Buyer ID – id de l’acheteur  
qcl028

---

## **ANNEXE E**

### **FORMULAIRE MDN 626, AUTORISATION DE TÂCHES**

Le formulaire MDN 626, Autorisation de tâches, joint au présent document, doit être insérée ici et fait partie du présent document.

## PIÈCE JOINTE 1

### EVALUATION DU PRIX

Pour fins d'évaluation seulement, le prix total de la soumission sera déterminé comme suit:

#### 1 – Pourcentage approximatif d'utilisation

Le prix total de la soumission sera évalué selon le niveau d'effort estimé ci-dessous :

1- Catégorie Spécialiste	40%
2- Catégorie Ingénierie	35%
3- Catégorie ressources techniques	15%
4- Catégorie gestionnaire de projets	10%

#### 2– Coût de la main d'œuvre

Pour établir le coût de main d'œuvre, l'effort disponible en nombre d'heure doit être déterminé. L'effort disponible en heure pour chacune des catégories de ressources se calcule ainsi :

L'effort disponible	=	[financement total prévu] X [pourcentage approximatif d'utilisation]
		[Taux horaire moyen pour la catégorie de ressource]

Ensuite, le coût de la main d'œuvre pour une catégorie donnée (pour une soumission donnée) est obtenu en multipliant l'effort disponible par le taux horaire fourni pour la catégorie donnée (pour une soumission donnée).

Enfin, le coût total de la main d'œuvre est calculé en additionnant les coûts de main d'œuvre par catégorie pour une soumission donnée.

Par exemple,

- Le financement prévu pour les travaux = 4 000,000.00\$
- Le pourcentage d'utilisation pour le Gestionnaire de projet (GP) = 10%
- Si le taux horaire moyen pour la soumission a = 90.00\$ celui pour la soumission b = 70.00\$ et celui pour la soumission c = 90.00\$ alors le taux horaire moyen pour la catégorie de ressource = 83.33\$.

Donc,

- Effort disponible = 4 000,000\$ X 10% / 83.33\$ = 4 800.00 heures

et

- Coût de la main d'œuvre pour le GP, soumission A  
= 4 800 heures x \$90.00 = 432 000.00\$

### 3 – Exemple de calcul pour le prix de 3 soumissions

Catégorie de ressource	Niveau est. d'effort	Taux A	Prix pour A	Taux B	Prix pour B	Taux C	Prix pour C	Qté (heures)
Catégorie Spécialiste	40	100	1 811 320,75 \$	75	1 358 490,57 \$	90	1 630 188,68 \$	18 113,21
Catégorie Ingénierie	35	60	1 172 093,02 \$	75	1 465 116,28 \$	80	1 562 790,70 \$	19 534,88
Catégorie ressources techniques	15	90	689 361,70 \$	75	574 468,09 \$	70	536 170,21 \$	7 659,57
Catégorie gestionnaire de projets	10	90	432 000,00 \$	70	336 000,00 \$	90	432 000,00 \$	4 800,00
			4 104 775,48 \$				3 734 074,93 \$	4 161 149,59 \$

Les “Niveau est. d'effort” précisées dans le tableau sont fournies uniquement aux fins de la détermination du prix évalué de chaque soumission. Il s'agit d'une approximation des besoins qui est fournie de bonne foi et qui ne doit pas être considérée comme une garantie contractuelle.

Les taux sont fournis à titre d'exemple et ne doivent pas être interprétés comme un indicatif de l'expérience des catégories de main d'œuvre.

---

## PIÈCE JOINTE 2

### CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉS

Pour des informations additionnelles, voir **1.2 Section I : Soumission technique de la PARTIE 3 – Instructions pour la préparation des soumissions**

#### Généralités

Pour chaque catégorie de ressource, le soumissionnaire doit indiquer le nom des ressources proposées et devrait y joindre leurs C.V. avec toutes les preuves requises pour évaluer la formation et l'expérience (durée en mois).

Lorsque plus d'une ressource est proposée dans une catégorie, chaque ressource sera évaluée individuellement.

Pour les critères techniques cotés, les notes obtenues par chacune des ressources de la catégorie en question seront additionnées puis divisées par le nombre de ressources proposées afin d'obtenir une moyenne. Cette moyenne sera la note accordée au soumissionnaire pour ledit critère.

Le soumissionnaire devrait supporter chaque expérience de travail en présentant les projets dans lesquels la ressource proposée ou le soumissionnaire ont acquis leur expérience.

Pour chaque projet décrit, le soumissionnaire devrait inclure au moins l'information suivante:

- a) le titre;
- b) les objectifs;
- c) l'étendue des travaux;
- d) la date du début et de la fin du projet (jj/mm/aaaa);
- e) la date exacte de l'implication et du rôle de la ressource proposée dans le projet, s'il y a lieu;
- f) les tâches effectuées par la ressource, s'il y a lieu; et
- g) toutes autres informations pertinentes.

Une autorisation de tâche (AT) peut être considérée comme un projet.

Pour être pris en considération par l'équipe d'évaluation, le diplôme doit être décerné par une université canadienne reconnue, ou constituer un équivalent si le diplôme a été obtenu à l'extérieur du Canada.

## 1. Critères techniques obligatoires

### 1.1 Nombre de ressources

Pour l'ensemble des catégories de ressources, un minimum de 10 ressources différentes doit être proposé par le soumissionnaire.

Si le soumissionnaire propose 10 ressources, celles-ci doivent être proposées dans une seule catégorie. Si le soumissionnaire propose plus de 10 ressources différentes, une même ressource peut être proposée dans plus d'une catégorie de ressources.

Le soumissionnaire doit proposer :

Un minimum de 4 ressources dans la catégorie spécialistes (1.2);

Un minimum de 4 ressources dans la catégorie ingénierie (1.3);

Un minimum de 1 ressource dans la catégorie technique (1.4);

Un minimum de 1 ressource dans la catégorie gestionnaire de projet (1.5)

### 1.2 Catégorie spécialistes

Un minimum d'une (1) ressource doit être proposé pour chacune des catégories de ressources spécialistes suivantes.

- 1) Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre
- 2) Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales
- 3) Spécialiste en traitement d'image
- 4) Spécialiste en traitement de signal
- 5) Spécialiste en détection de cibles et de gaz en imagerie hyperspectrale
- 6) Spécialiste en optique
- 7) Spécialiste en opto-Électronique
- 8) Spécialiste en radiométrie
- 9) Spécialiste en spectrométrie

*Remarque : On entend par spécialiste une ressource capable de faire l'étude en vue de comprendre la phénoménologie ou les comportements de systèmes physiques ou logiciels. Les tâches demandent typiquement l'étude de nouvelles problématiques. Elles peuvent aussi demander une approche différente pour l'étude d'une problématique connue.*

### 1.3 Catégorie ingénierie

Un minimum d'une (1) ressource doit être proposé pour chacune des catégories de ressources en ingénierie suivantes.

- 1) Ingénieur en programmation en langage C++ ou C#
- 2) Ingénieur en développement d'interface usagé sous Windows
- 3) Ingénieur en électronique analogique
- 4) Ingénieur en électronique numérique
- 5) Ingénieur en développement d'algorithmes en traitement d'image et en traitement de signal
- 6) Ingénieur en implantation d'algorithmes de traitement de signal et de traitement d'images
- 7) Ingénieur en conception optique
- 8) Ingénieur en conception et organisation d'expérimentation en télédétection

*Remarque: On entend par ingénieur une ressource capable de faire de la conception de système*

*physique ou logiciel. Les tâches d'ingénierie typiquement ne demandent pas l'étude de nouvelles problématiques, mais peuvent requérir la conception ou le développement de systèmes inédits.*

#### **1.4 Catégories de ressources techniques**

Un minimum d'une ressource doit être proposé pour chacune des catégories de ressources techniques suivantes :

- 1) Technicien en électronique ou optique ou physique
- 2) Technicien en mécanique ou conception mécanique ou fabrication mécanique

#### **1.5 Catégorie gestionnaire de projets**

Le ou les gestionnaires de projet doivent avoir au moins 24 mois d'expérience en gestion de projets en recherche et développement.

Pour être considéré, les projets doivent être en imagerie hyperspectrale et/ou multispectrale et/ou panchromatique.

## 2. Critères techniques cotés

Sommaire des critères techniques cotés	Note min.	Note max.
2.1 Expérience du soumissionnaire	9	28
2.2 Approche technique / méthodologie et Gestion des ressources	24	40
2.3 Expérience et formation des ressources spécialistes proposées	32	72
2.4 Expérience et formation des ressources proposées en ingénierie	25	56
2.5 Évaluation du personnel technique	4	10
2.6 Gestionnaire de projet	13	30
TOTAL	107	236



<b>Critères techniques cotés</b>	<b>Échelle d'évaluation</b>	<b>Note maximale</b>	<b>Note minimale</b>
<p><b>2.1 EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE</b></p> <p>Le soumissionnaire devrait présenter pour chaque tâche générique de l'énoncé des travaux des projets qu'il a exécutés et complétés au cours des 120 derniers mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition.</p> <p>Pour qu'un projet soit considéré, le soumissionnaire doit démontrer que sa durée est d'au minimum 40 jours et qu'il soit clairement démontré que le projet est relié au type de tâche auquel il se rapporte.</p> <p>Pour être considéré, un projet doit avoir comporté des travaux reliés à la télédétection utilisant des images spectrales.</p>			
2.1.1 Tâche A: Études théoriques en imagerie spectrale aéroportée et en imagerie spectrale en retrait	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.2 Tâche B: Traitement et analyse de données d'imagerie spectrale en retrait et aéroportée	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.3 Tâche C: Développement, implantation et test d'algorithmes de traitement d'images spectrales et de données	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0

2.1.4 Tâche D: Évaluation, validation et comparaison d'algorithmes de traitement des images spectrale.	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.5 Tâche E: Conception et développement d'expérimentation en imagerie spectrale aéroportée et en retrait.	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.6 Tâche F: Réalisation de travaux expérimentaux en imagerie spectrale aéroportée et en retrait.	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.7 Tâche G: Traitement et analyse des données de terrain acquises durant des expérimentations de télédétection	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.8 Tâche H: Développement et entretien de système de mesure pour l'acquisition de données de réalité de terrain en télédétection.	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.9 Tâche I: Développement, implantation et intégration de composants matériels et logiciels à des systèmes de capteurs et adaptation à des plateformes d'imagerie aéroportée ou en retrait.	Nombre de projets 1 -> 1 point 2 -> 2 points 3 -> 3 points	3	0
2.1.10 Tâche J: Participer dans les programmes d'échanges internationaux	1 participation ou conférence dans un programme d'échange international	1	0
<b>Maximum et minimum totaux pour la section 2.1</b>		28	9

<b>2.2 Approche technique / méthodologie et Gestion des ressources</b>			
<b>2.2.1 Stratégie et méthodologie proposé</b>  Pour la portion ferme des travaux, le soumissionnaire devrait clairement présenter l'approche technique et la méthodologie qu'il propose. L'approche technique et la méthodologie devraient être cohérentes, pertinentes pour la réalisation du projet, complètes et réalistes.	Voir le tableau 1 – évaluation générique	10	6
<b>2.2.2 Répartition de l'effort</b> Pour la portion ferme des travaux, le soumissionnaire devrait proposer un calendrier de travail décrivant la répartition de l'effort pour chaque ressource proposée. Le calendrier de travail devrait respecter les échéances du projet. Le niveau d'effort alloué à chaque sous tâche devrait être approprié et réaliste, et devrait permettre d'assurer l'atteinte des objectifs du projet.	Voir le tableau 1– évaluation générique	10	6
<b>2.2.3 Affectation des ressources pour chacune des tâches</b>  Pour la portion ferme et pour la portion à autorisation de tâches, le soumissionnaire devrait affecter les différences ressources proposées aux diverses tâches et sous-tâches. Les ressources devraient être affectées à des sous- tâches qui correspondent à leur domaine d'expertise.	Voir le tableau 1– évaluation générique	10	6

<p><b>2.2.4 Gestion d’autorisation de tâches</b></p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire la façon dont il propose de surveiller la gestion des autorisations de tâches et présenter les outils/techniques employés à cette fin.</p> <p>Le soumissionnaire devrait traiter des aspects suivants dans sa proposition :</p> <p>a. Méthode proposée pour surveiller chaque autorisation de tâche (suivi de l’avancement des travaux selon la proposition d’autorisation de tâche, suivi budgétaire)</p> <p>b. Approche de gestion vu le caractère imprévisible d’un marché à autorisation de tâches</p> <p>c. Système mis en place afin de garantir la disponibilité des ressources (fournir des exemples). Si l’utilisation de partenaires d’affaires est prévue, les ententes avec ces partenaires doivent être présentées et signées par les partenaires pour être considérées.</p>	<p>Voir le tableau 1–évaluation générique</p>	<p>10</p>	<p>6</p>
<p><b>Maximum et minimum totaux pour la section 2.2</b></p>		<p>40</p>	<p>24</p>
<p><b>2. 3 EXPÉRIENCE ET FORMATION DES RESSOURCES SPÉCIALISTES PROPOSÉES</b></p>			
<p><b>2.3.1. Spécialiste en transfert radiatif dans l’atmosphère terrestre</b></p>			

2.3.1.1 Formation en physique ou en génie physique ou en génie mécanique ou en génie électrique avec des orientations dans un ou plusieurs domaines de la physique ou de la météorologie y compris l'astronomie ou la physique du rayonnement qui se rapportent au transfert radiatif.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 2 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.3.1.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets en transfert radiatif* dans l'atmosphère terrestre au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.  *Le transfert radiatif est la théorie rendant compte de la propagation de la lumière dans les milieux la transmettant, la diffusant ou l'absorbant. Elle fait référence aussi aux échanges de rayonnement lumineux entre des surfaces ou entre une source et une surface.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point;  3 à 5 projets -> 2 points;  6 projets et + -> 4 points	4	0
<b>2.3.2. Spécialiste en Correction atmosphérique d'images hyperspectrales</b>			
2.3.2.1 Formation en physique ou en génie physique ou en génie mécanique ou en génie électrique avec des orientations dans un ou plusieurs domaines de la physique ou de météorologie, y compris l'astronomie ou la physique du rayonnement.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 2 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.3.2.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets de développement ou	Pointage par ressource 1 ou 2	4	0

<p>d'étude de méthodes de correction atmosphérique d'images hyperspectrales* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.</p> <p>*La correction atmosphérique des images hyperspectrales permet d'obtenir les paramètres fondamentaux des matériaux imagés (arrière-plans ou cibles). L'approche varie selon la bande spectrale d'intérêt. Dans le visible, l'infrarouge proche et l'infrarouge à onde courte on cherchera à obtenir la réflectance des matériaux contenus dans chaque pixel de l'image. Dans l'infrarouge lointain on cherchera à obtenir l'émissivité et la température des matériaux contenus dans les pixels.</p>	<p>projets -&gt; 0 point; 3 à 5 projets -&gt; 2 points; 6 projets et + -&gt; 4 points;</p>		
<b>2.3.3. Spécialiste en traitement d'image</b>			
<p>2.3.3.1 Formation en génie électrique ou en génie informatique ou en physique ou en génie physique ou en informatique.</p>	<p>Pointage par ressource Baccalauréat -&gt; 0 point; Maîtrise -&gt; 2 points; Doctorat -&gt; 4 points;</p>	4	0
<p>2.3.3.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets de traitement des images* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.</p>	<p>Pointage par ressource 1 ou 2 projets -&gt; 0 point; 3 à 5 projets -&gt; 2 points; 5 projets et + -&gt; 4 points;</p>	4	0

*Le traitement d'image est un vaste domaine utilisant des opérations mathématiques pour lesquelles l'entrée est une image, une série d'image ou de vidéo. La sortie peut s'agir d'une image d'une série d'images ou d'un ensemble de caractéristiques reliées aux images.			
<b>2.3.4. Spécialiste en Traitement de signal</b>			
2.3.4.1 Formation en génie électrique ou en génie informatique ou en physique ou en génie physique ou en informatique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 2 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.3.4.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets de traitement de signal* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.  *Le traitement de signal est l'ensemble des techniques, théories, applications et algorithmes permettant d'extraire des signaux les informations qu'ils contiennent sous forme de paramètres physique ou de modèles	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0
<b>2.3.5. Spécialiste en détection de cibles en imagerie hyperspectrale</b>			
2.3.5.1 Formation en physique ou en génie physique, ou en génie électrique ou en génie informatique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 2 points;	4	0

	Doctorat -> 4 points;		
<p>2.3.5.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets de détection de cibles en imagerie hyperspectrale* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.</p> <p>*La détection de cible en imagerie hyperspectrale est une spécialité du traitement de signal et du traitement d'image qui utilise des techniques spécifiques permettant de caractériser les arrières-plans et les cibles, d'en observer les différences et de les utiliser pour mettre en évidence les cibles contenues dans les images.</p>	<p>Pointage par ressource 1 ou 2 projets -&gt; 0 point; 3 à 5 projets -&gt; 2 points; 6 projets et + -&gt; 4 points;</p>	4	0
<b>2.3.6. Spécialiste en Optique:</b>			
2.3.6.1 Formation en physique ou en génie physique.	<p>Pointage par ressource Baccalauréat -&gt; 0 point; Maîtrise -&gt; 2 points; Doctorat -&gt; 4 points;</p>	4	0
<p>2.3.6.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets en optique* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la</p>	<p>Pointage par ressource 1 ou 2 projets -&gt; 0 point; 3 à 5 projets -&gt; 2 points; 6 projets et</p>	4	0



ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.	+ -> 4 points;		
*L'optique est la branche de la physique qui cherche à comprendre les comportement et propriétés de la lumière en incluant ses interactions avec la matière et la construction d'instrument visant à la détecter			
<b>2.3.7. Spécialiste en Opto-Électronique</b>			
2.3.7.1 Formation en physique ou en génie physique ou en génie électrique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 2 points; Doctorat ->4 points;	4	0
2.3.7.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets en Opto-Électronique* en Opto-Électronique* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.  *L'opto-électronique est l'étude et l'application de l'électronique en vue de fabriquer des sources, des détecteurs et des dispositifs de contrôle de la lumière.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0
<b>2.3.8. Spécialiste en Radiométrie</b>			
2.3.8.1 Formation en physique ou en génie physique	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 2 points; Doctorat -> 4 points;	4	0

<p><b>2.3.8. Expérience:</b> La ressource proposée a participé à des projets en radiométrie* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.</p> <p>*La radiométrie est l'ensemble des techniques permettant de mesurer le rayonnement électromagnétique et son interaction avec la matière. C'est une branche particulière de l'optique utilisant des concepts géométriques et faisant abstraction de la nature ondulatoire la lumière.</p>	<p>Pointage par ressource 1 ou 2 projets -&gt; 0 point; 3 à 5 projets -&gt; 2 points; 6 projets et + -&gt; 4 points;</p>	4	0
<b>2.3.9. Spécialiste en Spectroscopie</b>			
<p><b>2.3.9.1 Formation en physique ou en génie physique ou en génie électrique ou en chimie.</b></p>	<p>Pointage par ressource Baccalauréat -&gt; 0 point; Maîtrise -&gt; 2 points; Doctorat -&gt; 4 points;</p>	4	0
<p><b>2.3.9. Expérience:</b> La ressource proposée a participé à des projets en Spectroscopie* au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.</p> <p>*La spectroscopie est l'étude des interactions entre la matière et le rayonnement électromagnétique à partir des effets de dispersion ou d'absorption spectrale de la lumière par la matière. Le spectre de la</p>	<p>Pointage par ressource 1 ou 2 projets -&gt; 0 point; 3 à 5 projets -&gt; 2 points; 6 projets et + -&gt; 4 points;</p>	4	0

lumière étant la distribution de l'énergie ou de la puissance de la lumière en fonction de la longueur d'onde			
<b>Maximum et minimum totaux pour la section 2.3</b>		72	32
<b>2.4: EXPÉRIENCE ET FORMATION DES RESSOURCES PROPOSÉES EN INGÉNIERIE</b>			
<b>2.4.1 Analyste et programmeur en C++ ou C#</b>			
2.4.1.1 Formation en génie électrique ou en génie informatique ou en génie physique ou en informatique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.4.1.2 Expérience: La ressource proposée a participé à des projets en tant qu'analyste et programmeur en C++ ou C# à des projets de développement de logiciel sur ordinateur dans un environnement de recherche et développement au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0

<b>2.4.2 Développement d'interface usagé sous Windows</b>			
2.4.2.1 Formation en génie électrique ou en génie informatique ou en génie physique ou en informatique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.4.2.2 Expérience: La ressource proposée a développé des interfaces d'usagés sous Windows dans un environnement de recherche et développement au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0
<b>2.4.3 Ingénieur en développement électronique analogique</b>			
2.4.3.1 Formation en génie électrique ou en génie informatique ou en génie physique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.4.3.2 Expérience: La ressource proposée a conçu, développé et fait fabriquer des circuits électroniques analogiques dans le cadre de développement d'appareillage scientifique au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0

moins 240 jours aux projets.			
<b>2.4.4 Ingénieur en développement électronique numérique</b>			
2.4.4.1 Formation en génie électrique ou en génie informatique ou en génie physique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.4.4.2 Expérience: La ressource proposée a développé, fait fabriquer et fait la programmation de circuits embarqués dans un environnement de recherche et développement au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0
<b>2.4.5 Ingénieur en développement et implantation d'algorithmes en traitement de signal et en traitement d'image</b>			
2.4.5.1 Formation en génie physique ou en physique ou en génie électrique ou en génie informatique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points;	4	0

	Doctorat -> 4 points;		
2.4.5.2 Expérience: La ressource proposée proposé a développé, implanté et intégré des algorithmes de traitement de signal ou de traitement des images dans des systèmes informatiques et de capteurs pour le traitement en temps réels de données provenant de capteurs, de caméras et de capteurs hyperspectraux dans un environnement de recherche et développement au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0
<b>2.4.6 Concepteur en optique</b>			
2.4.6.1 Formation en génie physique ou en physique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.4.6.2 Expérience: La ressource proposée a développé, et fait fabriquer des systèmes optiques tels que lunettes ou télescopes ou collimateurs ou spectromètres au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0

travaillé au moins 240 jours aux projets.			
<b>2.4.7 Concepteur et organisateur d'expérimentation en télédétection</b>			
2.4.7.1 Formation en sciences appliquées ou en science naturelle ou en géographie physique.	Pointage par ressource Baccalauréat -> 1 point; Maîtrise -> 3 points; Doctorat -> 4 points;	4	0
2.4.7.2 Expérience: La ressource proposée a conçu et réalisé des expérimentations en télédétection au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, la ressource doit avoir travaillé au moins 240 jours aux projets.	Pointage par ressource 1 ou 2 projets -> 0 point; 3 à 5 projets -> 2 points; 6 projets et + -> 4 points;	4	0
<b>Maximum et minimum totaux pour la section 2.4</b>		56	25
<b>2.5: Évaluation du personnel technique</b>			
<b>2.5.1 Technicien Conception mécanique</b>			
2.5.1. Formation en technique en génie mécanique, en conception mécanique ou l'équivalent	1 ressource -> 1 point 2 ressources -> 2 points	2	0

<p><b>2.5.2.1 Expérience:</b></p> <p>a) La ressource a conçu et dessiné les plans de fabrication pour des systèmes de support et de contrôles (pointage) de capteurs optiques ou de cibles allant de quelques kilogrammes à plus de 100kg</p> <p>b) La ressource a conçu ou dessiné les plans de fabrication pour des systèmes électroniques (boîtiers complexes et multifonctions) étanches et résistants à des environnements extérieurs ou industriel difficile.</p> <p>c) La ressource a produit la documentation et la spécification des processus de fabrication et de montage de dispositifs électromécaniques et électrooptiques complexes (impliquant un minimum de 10 boîtiers).</p>	<p>Pointage par ressource</p> <p>Satisfaction des critères</p> <p>a : 1 point;</p> <p>b : 1 point;</p> <p>c : 1 point;</p>	3	0
<b>2.5.2 Technicien en photonique</b>			
<p><b>2.5.9.1 Formation collégiale en optique, électronique, ou en physique ou l'équivalent</b></p>	<p>1 ressource - &gt; 1 point</p> <p>2 ressources -&gt; 2 points</p>	2	0
<p><b>2.5.9.2 Expérience:</b></p> <p>a) La ressource a travaillé en laboratoire et sur le terrain à la prise de mesures utilisant des spectromètres à dispersion (réseaux ou prisme) et utilisant la transformée de Fourier dans les gammes de longueurs d'ondes allant de l'infrarouge lointain au visible.</p> <p>b) La ressource a opéré des capteurs hyperspectraux dans la gamme LWIR en laboratoire et sur le terrain</p> <p>c) La ressource a déjà organisé des essais ou expérimentations en collaboration avec les forces canadiennes.</p>	<p>Pointage par ressource</p> <p>Satisfaction des critères</p> <p>a : 1 point;</p> <p>b : 1 point;</p> <p>c : 1 point;</p>	3	0
<b>Maximum et minimum totaux pour la section 2.5</b>		10	4



<b>2.6 Gestionnaire de projet</b>			
2.6.1 Formation du personnel de gestion en sciences naturelles ou en sciences appliquées ou en administration des affaires (MBA).	Pointage par ressource Baccalauréat -> 0 point; Maîtrise -> 5 points; Doctorat -> 10 points;	10	0
2.6.2 Expérience du personnel de gestion: La ressource proposée a géré des projets dans un cadre de recherches et développement ou un cadre scientifique au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la Demande de Proposition. Les projets réalisés dans le cadre d'une formation académique ne sont pas admissibles. Pour être admissible, un projet doit avoir une durée minimale d'une année. La ressource doit avoir réalisé un minimum de 40 heures dans une année à un projet pour que le projet soit considéré.	Pointage par ressource 1 ou 5 projets -> 0 point; 6 à 10 projets -> 10 points; 11 + projets -> 20 points;	20	0
<b>Maximum et minimum totaux pour la section 2.6</b>		30	13

**Tableau 1 : Tableau d'évaluation générique**

<b>Non recevable</b>	<b>Extrêmement faible</b>	<b>Très faible</b>	<b>Faible</b>	<b>Acceptable</b>	<b>Moyen</b>	<b>Supérieur à la moyenne</b>	<b>Exceptionnel</b>
0 point	1-2 points	3-4 points	5 points	6 points	7-8 points	9 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation.	Présente des faiblesses qui ne peuvent pas être corrigées.	De façon générale, présente des faiblesses dont la correction est peu probable	Présente des faiblesses qui peuvent être corrigées	Présente des faiblesses faciles à corriger	Aucune faiblesse importante	Aucune faiblesse apparente	Aucune faiblesse
	Inacceptable.	Extrêmement faible, ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Faible capacité à satisfaire aux exigences de rendement	Capacité minimum acceptable, devrait satisfaire aux exigences de rendement minimales	Capacité moyenne, devrait permettre des résultats efficaces	Capacité supérieure, devrait assurer l'obtention de résultats efficaces	Capacité exceptionnelle, devrait assurer l'obtention de résultats extrêmement efficace

---

**PIÈCE JOINTE 3**  
**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION**

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

**OU**

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

**OU**

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-166147/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-166147

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-5-38299

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl028

---

( ) B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

## Pièce jointe 4

### Fiche de présentation de la soumission financière

**ATTENTION :** Les soumissionnaires doivent soumettre leur proposition financière en conformité avec **1.3« Section II : Soumission financière »** de la Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions.

#### **Exemple pour calculer l'écart entre les taux de la catégorie spécialiste (catégorie principale) :**

Tarif de de Monsieur X proposé comme Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre : 65\$/hr (tarif le plus bas pour cette catégorie)

Tarif de Monsieur Y proposé comme Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales : 70\$/hr (tarif le plus élevé pour cette catégorie)

$(70\$ - 65\$) / 65\$ = \text{Écart de } 7.69\%$

**Si la ressource travaille en sous-traitance, le soumissionnaire devrait indiquer le nom du sous-traitant.**

**1. MAIN-D'OEUVRE :** Taux fermes tout compris (incluant le profit, les frais généraux et les frais d'administration), taxes applicables en sus, comme suit :

Ressources proposées	Taux horaire fermes				
	Première année du contrat	Deuxième année du contrat	Troisième année du contrat	Quatrième année du contrat	Cinquième année du contrat
<b>1- Catégorie spécialiste</b>					
<b>a- Spécialiste en transfert radiatif dans l'atmosphère terrestre</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>b- Spécialiste en correction atmosphérique d'images hyperspectrales</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>c- Spécialiste en traitement d'image</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>d- Spécialiste en traitement de signal</b> Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Ressources proposées	Taux horaire fermes				
	Première année du contrat	Deuxième année du contrat	Troisième année du contrat	Quatrième année du contrat	Cinquième année du contrat
<b>e- Spécialiste en détection de cibles et de gaz en imagerie hyperspectrale</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>f- Spécialiste en optique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>g- Spécialiste en opto-électronique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>h- Spécialiste en radiométrie</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>i – Spécialiste en spectrométrie</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>2- Catégorie Ingénierie</b>					
<b>a- Ingénieur en programmation en langage C++ ou C#</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>b- Ingénieur en développement d'interface usagé sous Windows</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>c- Ingénieur en électronique analogique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>d- Ingénieur en électronique numérique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Ressources proposées	Taux horaire fermes				
	Première année du contrat	Deuxième année du contrat	Troisième année du contrat	Quatrième année du contrat	Cinquième année du contrat
<b>e- Ingénieur en développement d'algorithmes en traitement d'image et en traitement de signal</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>f- Ingénieur en implantation d'algorithmes de traitement de signal et de traitement d'images</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>g- Ingénieur en conception optique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>h- Ingénieur en conception et organisation d'expérimentation en télédétection</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>3- Catégories de ressources techniques</b>					
<b>a- Technicien en électronique ou optique ou physique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>b- Technicien en mécanique ou conception mécanique ou fabrication mécanique</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
<b>4- Gestionnaire de projets</b>					
<b>a- Gestionnaire de projets</b>  Nom : _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

**Note pour les travaux effectués sur le terrain dans le cadre d'essais seulement:**

Après une période de travail de 8 heures consécutives, l'entrepreneur peut réclamer 1.5 fois le taux horaire inscrit dans le tableau ci-dessus pour le temps de travail excédant le 8 heures. Le responsable technique doit approuver au préalable que ce taux puisse être réclaté.

2. **ÉQUIPEMENT** : au prix de revient\* effectif sans majoration
3. **MATÉRIAUX ET FOURNITURES** : au prix de revient\* effectif sans majoration
4. **FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE** :  
Si deux contrats sont octroyés :

TOTAL ESTIMATIF pour le contrat W7701-166147/001/QCL : 240 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

TOTAL ESTIMATIF pour le contrat W7701-166147/002/QCL : 160 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

Si un contrat est octroyé :

TOTAL ESTIMATIF pour le contrat W7701-166147/001/QCL : 400 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

Pour les travaux classés C1, la clause suivante s'applique : (à compléter par le Canada, selon le choix fait par le soumissionnaire)

Pour les travaux classés C2 et C3, la clause suivante s'applique : (à compléter par le Canada, selon le choix fait par le soumissionnaire)

**Pour les fournisseurs ayant choisi l'option « a » et/ou « d », RDDC, centre de recherches de Valcartier**

- (a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux pour:
  - (i) les services rendus à l'intérieur d'un rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches de Valcartier, situé au 2459, Route de la Bravoure, Québec, Québec; et
  - (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et Recherche et développement pour la Défenses Canada, Centre de recherches de Valcartier.
- (b) Pour les services fournis à l'extérieur du rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches de Valcartier, l'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/hrpubs/TBM\\_113/td-dv\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp)), et selon les autres dispositions



---

de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».

- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

**Pour les fournisseurs ayant choisi l'option « b » et/ou « e » RDDC, centre de recherches d'Ottawa**

- (a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux pour:
  - (i) les services rendus à l'intérieur d'un rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches d'Ottawa, situé au 3701 Carling Avenue, Ottawa, Ontario, Québec; et
  - (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et Recherche et développement pour la Défenses Canada, Centre de recherches d'Ottawa.
- (b) Pour les services fournis à l'extérieur du rayon de 50 kilomètres de Recherche et développement pour la Défense Canada – Centre de recherches d'Ottawa, l'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/hrpubs/TBM\\_113/td-dv\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp)), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».
- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

**Pour les fournisseurs ayant choisi l'option « c » et ou « f » Dans les installations de l'entrepreneur**

- (a) Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance encourus par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux pour les services rendus dans les installations de l'entrepreneur.
- (b) Pour les services fournis à l'extérieur des installations de l'entrepreneur, l'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de

subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou)les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/hrpubs/TBM\\_113/td-dv\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp)), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».

- (c) Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur parce qu'il doit réinstaller des membres de son personnel pour répondre aux conditions du contrat.
- (d) Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

<b>Coût estimatif - Limitation des dépenses pour le contrat W7701-166147/001 :</b>	<b>Si deux contrats sont octroyés :</b> 2 432 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)
	<b>Si un contrat est octroyé :</b> 4 000 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)
<b>Coût estimatif - Limitation des dépenses pour le contrat W7701-166147/002 :</b>	<b>Si deux contrats sont octroyés :</b> 1 568 000.00\$ (taxes applicables non-incluses)

**Prix de revient signifie:** Dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné pour revente au gouvernement. Cela comprend le prix facturé par le fournisseur (moins les remises), les frais de transports applicables, la différence de change, les droits de douane et le courtage mais exclut la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée. (2010-01-11) (**laid-down cost**)

Exception faite du ou des taux et du ou des prix fermes, les montants apparaissant dans les divers articles précisés ci-dessus ne sont que des estimations. Il sera permis de les modifier aux fins de facturation au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à la condition que ces changements soient mineurs, qu'ils soient approuvés au préalable par le responsable technique, et que le coût estimatif ne dépasse pas la limitation des dépenses précisée ci-dessus.



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

RECEIVED

JUN 22 2016

Contract Number / Numéro du contrat

W7701-166147- Amendment 1

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization /

Ministère ou organisme gouvernemental d'origine

DND

2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction

SMA S&T - DRDC Valcartier Research centre

3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance

3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant

4. Brief Description of Work / Brève description du travail

Travaux scientifiques et d'ingénierie pour le développement de plateformes d'imagerie hyperspectrale - Embedded Contractor.

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods?

Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?

☐ No  
☒ Yes

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations?

Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?

☐ No  
☒ Yes

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets?

Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.)

☐ No  
☒ Yes

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted.

Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.

☒ No  
☐ Yes

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage?

S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?

☒ No  
☐ Yes

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada



NATO / OTAN



Foreign / Étranger



7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions  
Aucune restriction relative à la diffusion



All NATO countries  
Tous les pays de l'OTAN



No release restrictions  
Aucune restriction relative à la diffusion



Not releasable  
À ne pas diffuser



Restricted to: / Limité à:  
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:



Restricted to: / Limité à:  
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:



Restricted to: / Limité à:  
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:



7. c) Level of information / Niveau d'information

PROTECTED A



PROTÉGÉ A

PROTECTED B



PROTÉGÉ B

PROTECTED C



PROTÉGÉ C

CONFIDENTIAL



CONFIDENTIEL

SECRET



SECRET

TOP SECRET



TRÈS SECRET

TOP SECRET (SIGINT)



TRÈS SECRET (SIGINT)

NATO UNCLASSIFIED



NATO NON CLASSIFIÉ

NATO RESTRICTED



NATO DIFFUSION RESTREINTE

NATO CONFIDENTIAL



NATO CONFIDENTIEL

NATO SECRET



NATO SECRET

COSMIC TOP SECRET



COSMIC TRÈS SECRET

PROTECTED A



PROTÉGÉ A

PROTECTED B



PROTÉGÉ B

PROTECTED C



PROTÉGÉ C

CONFIDENTIAL



CONFIDENTIEL

SECRET



SECRET

TOP SECRET



TRÈS SECRET

TOP SECRET (SIGINT)



TRÈS SECRET (SIGINT)





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W7701-166147

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : Site access = Reliability status. Major part of the work will be performed at the unclassified level, however access to ITAR and CG material and to material up to Secret level and Nato Secret level can be required. Unscreened personnel may only access public reception zone.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted? *Unscreened pers may only access public/reception zone* ☒ No / Non ☐ Yes / Oui  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat  
W7701-166147

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL  CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED  NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL  NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée  
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée  
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

RECEIVED

JUN 22 2016

Contract Number / Numéro du contrat  
W7701-166147/A

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

<b>PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE</b>		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction SMA S&T - DRDC Valcartier Research centre	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Travaux scientifiques et d'ingénierie pour le développement de plateformes d'imagerie hyperspectrale - NOT Embedded Contractor - Work off site		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion
Not releasable À ne pas diffuser		
Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ	PROTECTED A PROTÉGÉ A
PROTECTED B PROTÉGÉ B	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	PROTECTED B PROTÉGÉ B
PROTECTED C PROTÉGÉ C	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	PROTECTED C PROTÉGÉ C
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	NATO SECRET NATO SECRET	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	SECRET
TOP SECRET TRÈS SECRET		TOP SECRET TRÈS SECRET
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT)		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT)



W7701-166147/A

mm

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

## PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

## PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : Major part of the work will be performed at the unclass level however access to ITAR and CG material and to material up to Secret level and Nato Secret level can be required

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui
- If Yes, will unscreened personnel be escorted? *Unscreened pers. may only access public/reception zone*  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

## PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

## PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

## INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract / Numéro du contrat  
W7701-166147/A

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée  
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée  
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



# LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS) GUIDE DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRE

W7701-166147

Partie A - Restrictions Multiples Relative à la Diffusion: Guide de Sécurité							
A être remplis en supplément de la question 7.b) lorsque des restrictions relative à la diffusion sont identifiées. Veuillez indiquer à quel niveau d'information est-ce-que les restrictions relative à la diffusion s'appliquent. Veuillez noter dans le tableau si un niveau d'information comprend des restrictions multiples (i.e. Une portion de l'information SECRET porte le caveat Pour Les Yeux Canadiens Seulement et le reste de l'information SECRET n'a aucune restrictions relative à la diffusion.)							
Information Canadienne							
Restriction sur la Citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion	X	X		X	X		
À ne pas diffuser							
Limité à:							
Incluant Résident Permanent*							
Information OTAN							
Restriction sur la Citoyenneté	NATO NON CLASSIFIÉ		NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	
Tous les pays de l'OTAN							
Limité à:							
Incluant Résident Permanent *							
Information Étrangère							
Restriction sur la Citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion							
Limité à:							
Incluant Résident Permanent *							
Information COMSEC							
Restriction sur la Citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
À ne pas diffuser							
Limité à:							
DND SEULEMENT Contracteur Incorporé (Accès aux Marchandises Contrôlées)							
Restriction	NON				NON		
Cote de sécurité SECRET avec Yeux Canadiens Seulement s'applique							

\* Lorsqu'une restriction relative à la diffusion est indiquée, spécifié si les résidents permanents ont le droit d'être inclus.

# LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS) GUIDE DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRE

W7701-166147

Partie B - Niveau Multiple de Contrôle de la Sécurité du Personnel: Guide de Classification de la Sécurité			
À être remplis en supplément de la question 10.a) Lorsque des niveaux multiple de contrôle de la sécurité du personnel sont identifiés. Veuillez indiquer quels niveaux de sécurité du personnel sont requis pour quelles portions du travail/accès dans le contrat.			
Niveau de Sécurité du Personnel (i.e. Fiabilité, Secret)	Poste / Description/Tâche	Accès à des sites et/ou information. Niveau d'information à être accédé.	Restriction a la Citoyenneté (s'il y en a)
Fiabilité	Gestionnaire de projet/	Non Classification	
Secret/ Secret OTAN	Gestionnaire de projet	<i>SECRET Jusqu'au niveau SECRET OTAN</i>	
Fiabilité	Scientifique et ingénieur	Non classification	
Secret/ Secret OTAN	Scientifique et ingénieur	<i>SECRET Jusqu'au niveau SECRET OTAN</i>	
Fiabilité	Technicien	Non classification	
Secret/ Secret OTAN	Technicien	<i>Jusqu'au niveau SECRET OTAN</i>	

Partie C – Mesures de Protection / Technologie de l'Information (TI) – 11d = oui
Les besoins de sécurité TI doivent être spécifié dans un document technique séparé et soumis avec la LVERS.

## AUTRE INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ

**TASK AUTHORIZATION**  
**AUTORISATION DES TÂCHES**

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat	
		Task no. – N° de la tâche	
Amendment no. – N° de la modification		Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	Previous value – Valeur précédente
To – À	<b>TO THE CONTRACTOR</b>  You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task.  Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.  <b>À L'ENTREPRENEUR</b>  Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande.  Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.		
Delivery location – Expédiez à			
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement	Date	for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services		Cost Prix
	GST/HST TPS/TVH		
	Total		
<b>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS:</b> The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.			
<b>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC :</b> La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.			
for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux			

## Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

### Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

### Task no.

Enter the sequential Task number.

### Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

### Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

### Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

### To

Name of the contractor.

### Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

### Delivery/Completion date

Completion date for the task.

### for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

### Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

### Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

### GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

### Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

### Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

### Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

## Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

### N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

### N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

### N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

### Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

### Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

### À

Nom de l'entrepreneur.

### Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

### Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

### pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

### Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliquera/ront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

### Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

### TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

### Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

### Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

### Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.